



---

DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE

DIVISION DES PRESTATIONS EN BATIMENT ET DE L'AUDIOVISUEL

**EXPLOITATION DES INSTALLATIONS  
AUDIOVISUELLES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
ACCORD-CADRE 25F033**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(CCTP)**

# SOMMAIRE

## **PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 5**

<b>1- OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>2- ORGANISATION FONCTIONNELLE.....</b>	<b>6</b>
<b>2.1 FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2 LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS, TECHNOLOGIES ET STANDARDS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE .....</b>	<b>8</b>
2.3.1 Technologie des systèmes audiovisuels .....	8
2.3.2 Standards audiovisuels .....	9
2.3.3 Maillage et interfaçage .....	9
2.3.4 Schéma général du complexe audiovisuel de l'Assemblée nationale .....	9
2.3.5 Groupes d'installations .....	12
<b>3- CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION .....</b>	<b>16</b>
<b>3.1 Obligations du titulaire .....</b>	<b>16</b>
3.1.1 Généralités.....	16
3.1.2 Rattachement opérationnel .....	16
3.1.3 Discretion professionnelle et tenue vestimentaire .....	16
3.1.4 Sécurité générale.....	16
3.1.5 Sécurité informatique et des médias .....	17
<b>3.2 Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>18</b>
3.2.1 Périodes d'exécution des prestations .....	18
3.2.2 Lieux d'exécution des prestations .....	18
3.2.3 Passation des commandes et tableau de service .....	18
3.2.4 Rapports d'activité et de situation .....	19
3.2.5 Réunions périodiques de suivi de l'accord-cadre .....	19
3.2.6 Procédures d'exploitation et de maintenance .....	20
3.2.7 Frais de restauration.....	20
3.2.8 Formation .....	20
3.2.9 Frais de transport .....	20

## **PARTIE II – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DES PRESTATIONS ASSOCIÉES..... 21**

<b>1- TABLEAU INDICATIF DE RÉPARTITION DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE .....</b>	<b>21</b>
<b>2- GROUPES D'ÉQUIPEMENTS ET PRESTATIONS ASSOCIÉES .....</b>	<b>23</b>
<b>2.1 NODAL – Groupe 1.....</b>	<b>23</b>
2.1.1 Entités fonctionnelles concernées.....	23
2.1.2 Objectifs fonctionnels et principales fonctions à assurer .....	26
2.1.2 Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande .....	27
<b>2.2 RÉGIE DE SONORISATION HÉMICYCLE – Groupe 2 .....</b>	<b>28</b>
2.2.1 Entités fonctionnelles concernées.....	28
2.2.2 Objectifs fonctionnels.....	28
2.2.3 Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements .....	28
<b>2.3 RÉGIE AUDIO-VIDÉO DE L'HÉMICYCLE – Groupe 3 .....</b>	<b>29</b>
2.3.1 Entités fonctionnelles concernées.....	29
2.3.2 Objectifs fonctionnels.....	29
2.3.3 Principales fonctions à assurer .....	30

2.3.4	Programme audiovisuel.....	32
2.3.5	Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements .....	35
<b>2.4</b>	<b>SALLES DE COMMISSIONS / RÉGIE CENTRALE DE PRODUCTION (RCP) / RÉgie</b>	
<b>BROADCAST – Groupe 4.....</b>		<b>35</b>
2.4.1	Entités fonctionnelles concernées.....	36
2.4.2	Objectifs fonctionnels.....	37
2.4.3	Programmes audiovisuels.....	39
2.4.4	Profils et missions des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements .....	40
<b>2.5</b>	<b>SALLE DE COMMISSION 6242 – Groupe 5.....</b>	<b>41</b>
2.5.1	Entités fonctionnelles concernées.....	42
2.5.2	Objectifs fonctionnels.....	42
2.5.3	Programme audiovisuel.....	43
2.5.4	Fonctions spécifiques à assurer et profils susceptibles de faire l'objet de bons de commande.....	43
<b>2.6</b>	<b>SALLE VICTOR HUGO – Groupe 6 .....</b>	<b>43</b>
2.6.1	Entités fonctionnelles concernées.....	43
2.6.2	Objectifs fonctionnels.....	43
2.6.3	Principales fonctions à assurer et profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes .....	44
<b>2.7</b>	<b>SALLES DIVERSES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – Groupe 7.....</b>	<b>45</b>
2.7.1	Entités fonctionnelles concernées.....	45
2.7.2	Objectifs fonctionnels et profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes....	46
<b>2.8</b>	<b>SALLES DE PRESSE - Groupe 8 .....</b>	<b>46</b>
<b>2.9</b>	<b>HÔTEL DE LASSAY / Galerie des fêtes - Groupe 9.....</b>	<b>46</b>
<b>2.10</b>	<b>GROUPE 10 et 11 .....</b>	<b>46</b>
<b>2.11</b>	<b>PRESTATIONS TRANSVERSES.....</b>	<b>47</b>

<b>PARTIE III : PRESTATIONS ET PROFILS DES PERSONNELS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET DE BONS DE COMMANDES .....</b>	<b>48</b>
--	-----------

<b>1 - EXPLOITANT NODAL (TRAFIC-ENREGISTREMENT) .....</b>	<b>49</b>
1.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	49
1.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	50
<b>2- EXPLOITANT NODAL (TRAFIC-ENREGISTREMENT) AVEC COMPÉTENCES DE MAINTENANCE....</b>	<b>51</b>
2.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	51
2.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	51
2.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES .....	51
<b>3- OPÉRATEUR DU SON.....</b>	<b>51</b>
3.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	51
3.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	52
<b>4- CHEF OPÉRATEUR DU SON .....</b>	<b>52</b>
4.1 PRINCIPALES FONCTIONS A ASSURER .....	52
4.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	52
<b>5- RÉALISATEUR .....</b>	<b>53</b>
5.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	53
5.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	53
<b>6- METTEUR EN IMAGE (CTR).....</b>	<b>53</b>
6.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	53
6.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	53

<b>7- CADREUR .....</b>	<b>53</b>
7.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	53
7.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	54
<b>8- CHEF D'ÉQUIPEMENTS/INGÉNIEUR VISION.....</b>	<b>54</b>
8.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	54
8.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	54
<b>9- OPÉRATEUR DE SYNTHÉTISEUR D'ÉCRITURE .....</b>	<b>54</b>
9.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	54
9.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	55
<b>10- SUPERVISEUR DE LA RÉGIE CENTRALE DE PRODUCTION .....</b>	<b>55</b>
10.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	55
10.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	55
10.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES .....	56
<b>11- TECHNICIEN MULTIMÉDIA.....</b>	<b>56</b>
11.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	56
11.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	56
<b>12- TECHNICIEN MULTIMÉDIA AVEC COMPÉTENCES DE MAINTENANCE SUR LA SALLE 6242 ....</b>	<b>56</b>
12.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	56
12.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	57
12.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES .....	57
<b>13- TECHNICIEN D'ASSISTANCE EN SALLE / DE DÉMARRAGE DES SALLES/ DE MAINTENANCE DE NIVEAU 1 .....</b>	<b>57</b>
13.1 PRINCIPALES FONCTIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ASSURÉES.....	57
13.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	58
<b>14- TECHNICIEN DE MAINTENANCE NIVEAU 1 ET 2 .....</b>	<b>58</b>
14.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	58
14.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	58
<b>15- CÂBLEUR AUDIOVISUEL .....</b>	<b>58</b>
15.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	58
15.2 PROFIL DU PERSONNEL .....	58
<b>16- TECHNICIEN SPÉCIALISTE EN SON CINÉMA.....</b>	<b>59</b>
16.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER .....	59
<b>PARTIE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES.....</b>	<b>60</b>
1 - PÉRIODE DE RECOUVREMENT .....	60
2 - FORMATIONS .....	60
<b>ANNEXES AU CCTP .....</b>	<b>62</b>

# PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1- OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet principal l'exploitation des installations audiovisuelles de l'Assemblée nationale. Certaines prestations requièrent toutefois des personnels ayant des compétences de maintenance de niveau 1 et/ou 2. Ce prérequis est explicitement mentionné pour tous les profils concernés.

En application des dispositions du présent CCTP, les prestations du titulaire peuvent notamment consister :

- A titre principal, en :
  - La captation de l'image et du son dans les salles et espaces où se déroulent les débats et réunions parlementaires ;
  - la transmission des signaux audiovisuels depuis ces salles vers les régies ;
  - la diffusion d'images dans ces salles en provenance de la salle même ou de l'extérieur ;
  - la réalisation et l'enregistrement des programmes audiovisuels en régies ;
  - l'exploitation des systèmes de visioconférence et multimédia ;
  - le traitement du son multi langues pour les traductions dans les salles équipées ;
  - la présentation de rapports sur les activités de production audiovisuelle et/ou du trafic ;
  - la sonorisation d'événements se tenant dans des salles de conférences.
- A titre accessoire ou complémentaire selon le cas, en appui des équipes internes, en :
  - l'assistance technique au démarrage et aux utilisateurs des salles et des cabines de traduction ;
  - la sonorisation des salles ;
  - la gestion du trafic avec la transmission des programmes audiovisuels depuis les différentes entités de production vers le nodal puis la diffusion de ces programmes vers la télédistribution interne, le service informatique de l'Assemblée nationale qui gère la plateforme web avec une VOD (« Video On Demand »), les sociétés de programmes de télévision et de radiodiffusion, les institutions gouvernementales, le Sénat, et plus généralement tous les organismes accrédités par l'Assemblée nationale ;
  - l'enregistrement au nodal, l'encodage, éventuellement le montage correctif image/son des programmes audiovisuels qui sont à transférer à la cellule d'archivage patrimonial de l'Assemblée nationale dépendant du Service de la Communication ; la supervision des productions des salles de la régie centrale de production ;
  - la duplication de tout ou partie des programmes audiovisuels sur divers supports ;
  - la réalisation de câblage et la maintenance d'équipements ;
  - la projection de films dans un auditorium ou une salle de conférence.

***Il faut noter que cet accord-cadre ne recouvre pas la totalité des exploitations audiovisuelles se déroulant au sein de l'Assemblée nationale puisque cette dernière dispose de ses propres équipes, notamment en sonorisation, et que d'autres prestataires peuvent être sollicités, en particulier pour les prestations événementielles.***

## 2- ORGANISATION FONCTIONNELLE

### 2.1 FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'exécution de l'accord-cadre est étroitement liée au rythme du travail parlementaire, qui dépend lui-même du calendrier des sessions, des périodes électorales, des séances publiques, des réunions de commissions et d'événements plus ponctuels.

- **Les sessions parlementaires** : la session ordinaire se déroule du premier jour ouvrable d'octobre au dernier jour ouvrable de juin. Les travaux sont en général suspendus pendant 3 semaines en fin d'année au moment des congés scolaires, une semaine pendant les congés scolaires d'hiver et deux semaines pendant ceux du printemps. Le Parlement peut être convoqué en session extraordinaire pendant les mois de juillet, août et septembre (ces sessions extraordinaires sont désormais quasiment systématiques aux mois de juillet et de septembre, et plus rares et courtes mais toujours possibles en août). Toutefois des réunions, de commissions notamment, peuvent avoir lieu en dehors de l'Hémicycle à toute période, y compris donc en dehors des sessions et pendant les périodes de suspension des travaux.

- **Les périodes électorales** : durant ces périodes, les travaux parlementaires sont partiellement ou totalement suspendus pour des durées indéterminées (d'une à plusieurs semaines avant chaque scrutin).

- **La séance publique dans l'Hémicycle** : l'ordre du jour est fixé chaque semaine (généralement le mardi matin) en Conférence des Présidents et peut être modifié à tout moment. Trois séances publiques peuvent avoir lieu par jour, du lundi au vendredi, voire le samedi ou le dimanche : la séance du matin débute généralement à 9 h, la séance de l'après-midi à 15 heures et la séance du soir à 21h30 (celle-ci se terminant en principe entre minuit et 1h, mais pouvant se prolonger tard dans la nuit).

- **Les commissions** : il existe actuellement 8 commissions parlementaires permanentes (chacune disposant d'une salle) :

- Commission des affaires culturelles et de l'éducation ;
- Commission des affaires économiques ;
- Commission des affaires étrangères ;
- Commission des affaires sociales ;
- Commission de la défense nationale et des forces armées ;
- Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire ;
- Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République.

Disposent également d'une salle spécifique :

- Commission des affaires européennes ;
- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Se réunissent également dans les salles des commissions permanentes ou dans les différentes salles de réunion : les délégations (aux Droits des femmes, aux Droits des enfants, aux Collectivités territoriales, et aux Outre-mer) ainsi que les commissions spéciales, commissions d'enquête, missions d'information, et missions flash créées pour un objet et une durée limités. La Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS) et le Comité d'évaluation et de contrôle (CEC) y siègent également.

- **Des événements ponctuels** organisés à l'Assemblée nationale peuvent requérir la participation du titulaire :

- la réception de personnalités dans l'Hémicycle ;
- des colloques et manifestations diverses au sein de l'Assemblée nationale ;

- la réception, le traitement, la diffusion et l'enregistrement des signaux audio et vidéo lors de la réunion du Congrès du Parlement à Versailles ;
- des projections multimédia, audiovisuelles ou cinématographiques dans les salles prévues à cet effet ;
- l'établissement de liaisons audiovisuelles en duplex avec tout organisme ou institution extérieure.

Il est rappelé que, pour ces prestations notamment, l'Assemblée nationale peut faire appel à ses équipes internes ou à d'autres prestataires extérieurs.

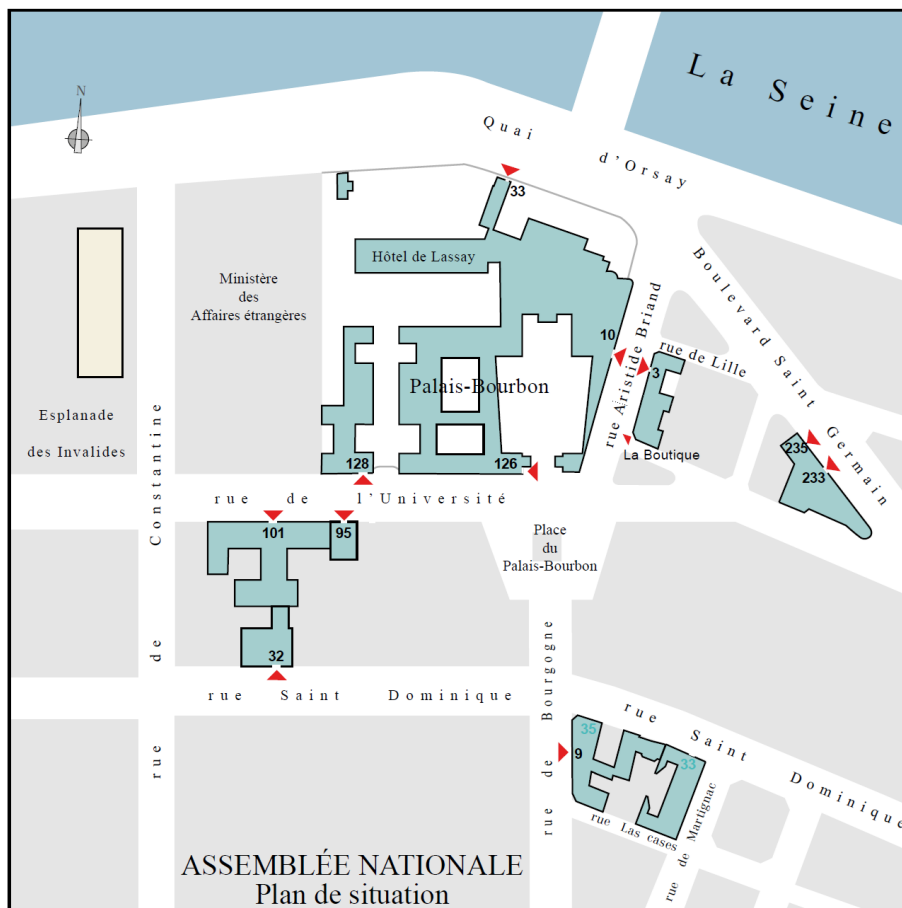
Le nombre de prestations d'une année type est donné, à titre indicatif, dans le devis quantitatif estimatif (DQE), annexé au règlement de la consultation.

## 2.2 LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

- Les interventions du titulaire ont lieu dans les sites suivants (Paris 7<sup>ème</sup>) : Le Palais-Bourbon (PBO) ;
- l'ensemble immobilier Chaban-Delmas du 101 et 103 rue de l'Université (101 RU – 103 RU) ;
- l'immeuble du 3 rue Aristide Briand (3 RAB) ;
- l'ensemble immobilier Olympe de Gouges situé au 9 rue de Bourgogne (regroupement de 33 et 35 SD, et du groupe de bâtiment de Broglie) ;
- l'immeuble du 95 rue de l'Université (95 RU) ;
- l'immeuble du 233 boulevard Saint-Germain (233 BSG).

Les sites dans lesquels le titulaire est susceptible d'intervenir pourraient évoluer pendant la période d'exécution du marché.

Voir le plan de localisation ci-après :



## **2.3 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS, TECHNOLOGIES ET STANDARDS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

L'Assemblée nationale se réserve le droit de faire évoluer ou de supprimer, en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des groupes d'équipements, installations techniques et modes d'exploitation décrits dans le présent CCTP. En particulier, il est prévu une rénovation globale de l'accueil du public de l'Assemblée nationale. Par ailleurs une évolution de la régie centrale de production (RCP) est également envisagée.

### **2.3.1 Technologie des systèmes audiovisuels**

Les équipements électroniques composant les systèmes s'appuient sur les technologies conventionnelles numériques ou analogiques pour la vidéo et pour l'audio mais aussi sur les technologies de l'informatique et des réseaux. Si les liaisons internes aux salles et locaux techniques sont généralement de type cuivre, les transmissions s'effectuent majoritairement par liaisons optiques au sein de l'Assemblée nationale. Les fibres optiques utilisées par l'audiovisuel sont de type monomode.

Les transmissions entre les différentes entités de production et le nodal s'effectuent à ce jour principalement via un réseau audiovisuel MediorNet administré depuis le nodal, ainsi que par un réseau de transport de médias sur IP administré depuis la RCP (régie centrale de production).

Le réseau MediorNet utilise des liens optiques entre ses différentes entités. Il transporte les signaux non compressés audio numériques et analogiques, les signaux vidéo SD et HD, les signaux de synchronisation, les liens Gigabit Ethernet, les commandes RS232-422-485, les commandes ou signalisations GPI/O, et les signaux audio interphonie. Il assure, en plus de la transmission, le routage et différents traitements : embeddage, conversion SD/HD, synchronisation, mosaïque, etc.

Le réseau de médias sur IP utilise des liens en fibres optiques et cuivre de catégorie 6a ou 7 entre ses différents éléments constitutifs. Il transporte des signaux numériques vidéo et audio non compressés selon les normes SMPTE 2110 et Dante. L'intercommunication phonique, ainsi que d'autres médias temps réels (sous-titrage, etc...) peuvent être transportés à travers ce réseau. Le réseau et les équipements qui y sont connectés sont synchronisés depuis une source PTP. Le traitement de ces signaux est effectué par les équipements raccordés à celui-ci.

Le réseau informatique est de type Ethernet (GbE) et son cœur est installé au nodal. Ce réseau est dédié exclusivement à l'infrastructure audiovisuelle et il est établi entre les différentes entités techniques soit via le réseau MediorNet, soit directement par liaisons optiques, soit par câbles cuivre cat 5/6 FTP. À noter qu'à ce jour, certaines entités techniques audiovisuelles de technologie ancienne ne possèdent aucun réseau ou fonctionnent avec un réseau fermé.

Certains systèmes de commandes et de communication inter-équipements installés dans les régies ou le nodal utilisent encore les liaisons séries et GPI/O mais pour les entités techniques dernièrement construites, il s'agit principalement de l'adressage IP sur réseau.

Les transmissions audiovisuelles (émissions et réceptions) entre l'Assemblée nationale et l'extérieur s'effectuent exclusivement par fibres optiques gérées par différents opérateurs de télécommunications pour le compte de l'Assemblée nationale ou des organismes destinataires.

L'alimentation électrique destinée aux systèmes audiovisuels est fournie par le département compétent de la DAIP (Direction des affaires immobilières et du patrimoine). Elle est garantie de haute qualité et sans interruption avec une installation en double attachement pour la plupart des salles techniques et régies audiovisuelles ou de sonorisation.

### 2.3.2 Standards audiovisuels

Les standards officiels des signaux audio-vidéo en bande de base utilisés et fournis par l'Assemblée nationale sont conformes à la norme SMPTE 259M (SD-SDI 16/9) et SMPTE 292M (HD-SDI) avec 8 canaux audio « *embedded* ». L'agencement des canaux audio est différent selon que le programme intègre de l'interprétation en langues étrangères ou non. Ci-dessous l'affectation des canaux audio en fonction du mode de production :

N° canal audio	Programme sans interprétation	Programme avec interprétation
1	Mixage	Mixage
2	Mixage	Floor (Orateur)
3	Mixage	Langue « français »
4	Mixage	Langue étrangère 1
5	Floor (Orateur)	Langue étrangère 2
6	Floor (Orateur)	Langue étrangère 3
7	Floor (Orateur)	Langue étrangère 4
8	Floor (Orateur)	Langue étrangère 5

Le transport IP des signaux audio et vidéo est effectué conformément aux normes AES67, Dante et de la suite SMPTE 2110.

Toutes les entités de production délivrent leurs programmes audiovisuels au nodal en se conformant aux standards cités ci-dessus.

Les signaux vidéo transportés par le réseau MediorNet respectent la norme broadcast, lignes entrelacées, images cadencées à 25 fps. S'agissant des signaux HD, l'espace colorimétrique est basé sur le ITU-R BT.709. Les mixages antenne sont réalisés selon la norme EBU R128 (-1 dBTP), peak max à -9 dBFS.

Pour tout prestataire audiovisuel ou organisme accrédité par la Division de la Communication digitale et de la Presse de la Direction de la Communication et de la valorisation patrimoniale, l'interfaçage avec les bornes audiovisuelles du Palais-Bourbon ou les unités de transmission audio-vidéo portables est compatible PAL/SD/HD pour la vidéo et AES/Analogique +4dBu pour l'audio.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de faire évoluer ses standards audiovisuels au regard des évolutions technologiques et de ses propres besoins.

### 2.3.3 Maillage et interfaçage

Sur le maillage en liens optiques et câblé en étoile vers le nodal s'appuie le réseau audiovisuel MediorNet qui dessert la plupart des entités fonctionnelles et l'ensemble des boîtiers point fibres optiques (PFO) accueillant les unités de transmission audio-vidéo mobiles.

### 2.3.4 Schéma général du complexe audiovisuel de l'Assemblée nationale

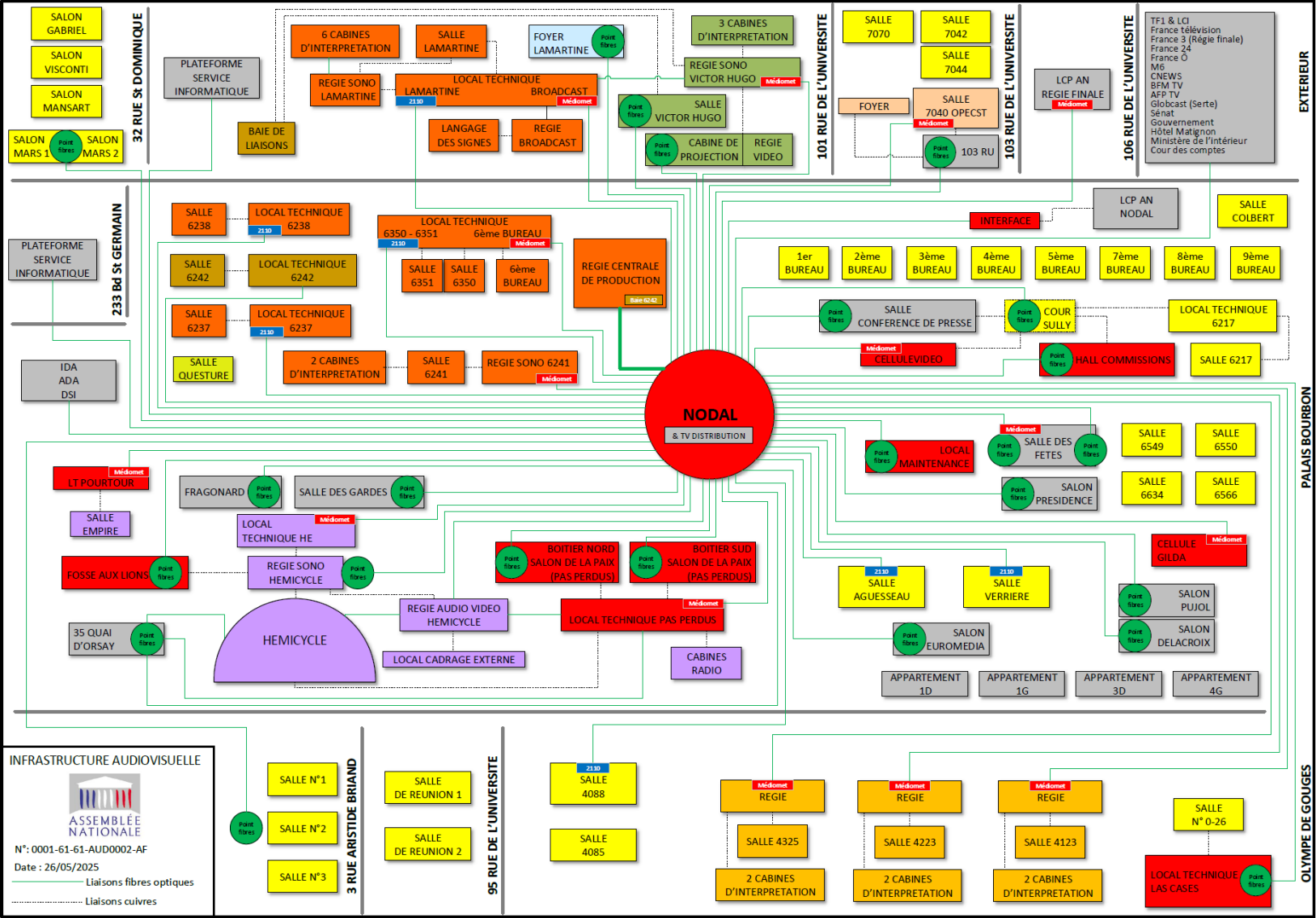
Le schéma audiovisuel de la page suivante permet d'identifier les groupes d'installations de l'Assemblée nationale. Ce schéma est également fourni en annexe au présent CCTP.

Il montre que les installations audiovisuelles sont réparties sur l'ensemble du site de l'Assemblée nationale et reliées entre elles via le réseau MediorNet et le réseau SMPTE 2110. Ils s'appuient sur le maillage en fibre optique de l'Assemblée nationale.

Le nodal est également connecté, principalement pour la diffusion des flux de programmes audiovisuels, à la tête de réseau de la Télédistribution (hors du périmètre du présent accord-cadre) et aussi à d'autres services externes à la DAIP comme la Direction des Systèmes d'Information (cellules IDA et ADA), celle

de la communication (cellules GILDA et Vidéo) ainsi qu'à La Chaîne Parlementaire (LCP). Les liaisons vers l'extérieur y figurent également.

Le schéma recense par ailleurs les bornes audiovisuelles situées au Palais-Bourbon et les points fibres optiques (PFO) répartis sur l'ensemble du site de l'Assemblée nationale qui permettent d'accueillir les unités de transmission audio-vidéo mobiles afin d'étendre ponctuellement le réseau audiovisuel MediorNet.



### 2.3.5 Groupes d'installations

Les installations audiovisuelles sont réparties en dix groupes (1 à 10) comprenant une ou plusieurs entités fonctionnelles.

- **Groupe 1 – NODAL (PBO)**

Trafic, enregistrement, encodage, duplication et contrôle de la diffusion des programmes audiovisuels, supervision des services assurés par le nodal et son infrastructure technique.

Entités fonctionnelles
Nodal : salle d'exploitation et salle technique
Réseau de transmission-commutation audiovisuel Riedel MediorNet (équipements internes/externes au nodal)
Unités de transmission audio-vidéo mobiles Riedel MediorNet
Emetteurs-récepteurs pour les transmissions broadcast hors MediorNet (hors fibres optiques)
Réseau et équipements d'interphonie
Système d'orchestration du nodal Lawo VSM
Système de supervision de l'infrastructure du nodal
Système MAM
Distribution des signaux pour la chaîne LCP, la plateforme de télédistribution, les serveurs d'enregistrement, la régie hémicycle, la cellule ADA/IDA de la DSI, les opérateurs télécoms
Borne audiovisuelle du 35 quai d'Orsay– liaison nodal
Points fibres optiques (PFO)
Tout maillage audiovisuel rattaché au système broadcast de l'Assemblée nationale
Bureau de la maintenance audiovisuelle
Atelier de maintenance audiovisuel

- **Groupe 2 – HÉMICYCLE - RÉGIE DE SONORISATION (PBO)**

Prise de son, sonorisation et mixage des débats de l'Hémicycle.

Entités fonctionnelles
Salle des séances
Régie/loge de sonorisation hémicycle
Local technique de la régie de sonorisation hémicycle

- **Groupe 3 – HÉMICYCLE - RÉGIE AUDIO-VIDÉO (PBO)**

Captation audiovisuelle des débats dans l'Hémicycle.

Entités fonctionnelles
Régie audio-vidéo de l'Hémicycle et son local technique
Local cadrage externe
Zones caméras en hémicycle
Zone « perchoir » en hémicycle
Zone tribune en hémicycle
Locaux « bathyscaphe »
Local technique Fosse aux lions
Borne audiovisuelle du 35 quai d'Orsay - liaisons régie vidéo de l'Hémicycle
Borne maillage hémicycle/périphérie du 35 quai d'Orsay
Liaisons fibres optiques caméras : borne 35 quai d'Orsay vers hémicycle/salle pas perdus

- **Groupe 4 – SALLES DE RÉUNIONS « PREMIUM » / RÉGIE CENTRALE DE PRODUCTION**  
Activités audiovisuelles relatives aux réunions.

Entités fonctionnelles
Régie Centrale de Production avec la Salle Technique Centrale (PBO)
Régie broadcast de la RCP (101 RU)
Local langage des signes situé en régie broadcast RCP (101 RU)
Local technique de la régie broadcast de la RCP et de la salle Lamartine (101 RU)
Salle Lamartine et sa mezzanine (101 RU)
Local technique/régie de sonorisation et de mixage salle Lamartine (101 RU)
Cabines d'interprétations simultanées salle Lamartine (101 RU)
Salle de commission du 6 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
Local technique de la salle du 6 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
Local technique commun aux salles du 6 <sup>ème</sup> bureau, de la 6350, et de la 6351 (PBO)
Salle de commission 6241 (PBO)
Local technique/régie de sonorisation et de mixage de la salle 6241 (PBO)
Cabines d'interprétations simultanées de la salle 6241 (PBO)
Salle de commission 4123 (Olympe de Gougès)
Local technique/régie de sonorisation et de mixage salle de commission 4123 (Olympe de G.)
Cabine d'interprétations simultanées salle de commission 4123 (Olympe de Gougès)
Salle de commission 4223 (Olympe de Gougès)
Local technique/régie de sonorisation et de mixage salle de commission 4223 (Olympe de Gougès)
Cabine d'interprétations simultanées salle de commission 4223 (Olympe de Gougès)
Salle de commission 4325 (Olympe de Gougès)
Local technique/régie de sonorisation et de mixage salle de commission 4325 (Olympe de G.)
Cabine d'interprétations simultanées salle de commission 4325 (Olympe de Gougès)
Salle 7040 (103 RU)
Local technique de la salle 7040 (103 RU)
Local technique destiné à la réalisation d'interprétations en salle 7040 (103 RU)
Salle 6237 (PBO)
Local technique salle 6237 (PBO)
Salle 6350 (PBO)
Salle 6351 (PBO)
Salle 6238 (PBO)
Local technique salle 6238 (PBO)

- **Groupe 5 – SALLE DE COMMISSION 6242 (PBO)**  
Activités audiovisuelles relatives aux réunions.

Entités fonctionnelles
Salle 6242 (PBO)
Local technique salle 6242 (PBO)
Régie audiovisuelle localisée en RCP (PBO)
Ancienne régie (Régie Mutualisée), baie de liaisons – Victor Hugo, Lamartine, (101 RU)

- **Groupe 6 – SALLE VICTOR HUGO (101 RU)**  
Activités audiovisuelles relatives aux évènements et rencontres.

Entités fonctionnelles
Salle Victor Hugo et sa mezzanine
Régie de sonorisation de la salle Victor Hugo
Régie vidéo de la salle Victor Hugo
Cabines d'interprétations simultanées de la salle Victor Hugo
Cabine de projection de la salle Victor Hugo

- **Groupe 7 – SALLES DIVERSES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**  
Activités audiovisuelles relatives aux réunions.

Entités fonctionnelles
Salle Colbert (PBO)
Salle 4088 et son local technique (Olympe de Gouges)
Salle 4085 (Olympe de Gouges)
Salle Aguesseau (PBO)
Salle Verrière (PBO)
Salle 6217 et son local technique (PBO)
Boîtier audiovisuel de la cour Sully (PBO) – (boîtier relié à la 6217)
Salle 6549 (PBO) système de captation automatique sur clé USB
Salle 6550 (PBO)
Salle 6566 (PBO)
Salle 6634 (PBO)
1 <sup>er</sup> bureau (PBO)
3 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
4 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
5 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
7 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
8 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
9 <sup>ème</sup> bureau (PBO)
Salle 7042 et son local technique (103 RU)
Salle 7044 et son local technique (103 RU)
Salle 1 (3 RAB)
Salle 2 (3 RAB)
Salle n°1 (95 RU)
Salle n°2 (95 RU)
Salle Mars 1 (101 RU)
Salle Mars 2 (101 RU)
Salle Gabriel 101 RU)
Salle Visconti (101 RU)
Salle Mansart (101 RU)
Salle 0-26 (Olympe de Gouges)
Salle de la Questure (PBO)
Salle 7070 (103 RU)

- **Groupe 8 – SALLES DE PRESSE (PBO)**

Activités audiovisuelles relatives aux espaces dédiés aux organes de presse

Entités fonctionnelles
Cabines radios
Salle des conférences de presse
Boitier audiovisuel et maillage salle conférence de presse
Salle Empire
Local technique salle Empire
Salle des pas perdus
Local technique des pas perdus
Salle des 4 colonnes
Boitier audiovisuel nord salon de la paix
Boitier audiovisuel sud salon de la paix

- **Groupe 9 – HÔTEL DE LASSAY - Galerie des fêtes (PBO)**

Activités audiovisuelles relatives aux évènements et rencontres

Entité fonctionnelle
Boitier audiovisuel permettant les captations audiovisuelles
Point fibre Galerie des fêtes - nodal

- **Groupe 10 – CELLULE GILDA - Service de la Communication (PBO)**

Duplication, numérisation, et archivage des programmes audiovisuels

Entité fonctionnelle
Bancs de duplication et de lecture pour l'acquisition numérique
Poste client du gestionnaire d'enregistrement du nodal

- **Groupe 11 – CELLULE VIDÉO - Service de la Communication (PBO)**

Tournage et postproduction audiovisuels

Entité fonctionnelle
Liaison « sécurité » et maillage

## **3- CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

### **3.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **3.1.1 Généralités**

Le titulaire doit exploiter les systèmes et équipements audiovisuels qui lui sont confiés et fournir images et sons de la qualité requise selon les règles de l'art. La qualité de l'image et du son se réfère tant à la normalisation des signaux audio et vidéo à fournir qu'à toutes les opérations, manuelles ou automatisées, relatives à la mise en forme des programmes (réalisation audiovisuelle, enregistrement).

Les programmes sont diffusés sur la télédistribution interne et la plateforme internet de l'Assemblée nationale. Une partie d'entre eux est également diffusée vers des chaînes TV.

Le titulaire doit également disposer d'une réserve de personnels qualifiés suffisante pour pouvoir faire face à toute commande, y compris urgente, y compris en horaires de nuit, les samedis, dimanches et jours fériés.

Le titulaire doit donc assurer la qualité et la continuité du service en toutes circonstances.

#### **3.1.2 Rattachement opérationnel**

Le titulaire travaille sous les directives du chef du département audiovisuel, lui-même rattaché à la Direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP) de l'Assemblée nationale. Le titulaire sera en relation avec le responsable de l'exploitation et de la maintenance pour toutes les opérations relatives à la production audiovisuelle et pour tout aspect relatif aux installations techniques.

Le département audiovisuel transmet au titulaire les commandes avec le planning des différentes prestations à assurer et l'horaire de démarrage de la prestation en précisant, le cas échéant, les particularités techniques. Le personnel affecté aux prestations demeure sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

#### **3.1.3 Discrétion professionnelle et tenue vestimentaire**

Une totale discrétion professionnelle est exigée du titulaire et de ses personnels. Ces derniers sont liés par l'obligation de neutralité politique dans l'exercice de leurs fonctions et de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Une tenue vestimentaire décente et correcte est exigée sur tous les lieux de l'Assemblée nationale. Pour les hommes en contact avec le public ou travaillant dans la zone de l'Hémicycle ou les salles de réunions/conférences, le port de la cravate est requis.

#### **3.1.4 Sécurité générale**

Le titulaire est tenu de veiller à la sécurité des biens et du matériel technique qui lui sont confiés durant toute la durée de son contrat à l'Assemblée nationale.

Il est tenu de respecter les normes et consignes de sécurité qui lui sont imposées (accès aux différents locaux de l'Assemblée nationale, port du badge de façon visible en permanence, sécurité incendie, etc.).

Concernant la sécurité des personnes au regard des risques électriques, le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur, se conformer aux normes NF C 18-510 décrivant les « instructions générales de sécurité d'ordre électrique » et s'assurer que son personnel et ses sous-traitants possèdent

l'habilitation électrique correspondant au type de travail ou d'intervention qu'ils ont à exécuter sur le site de l'Assemblée nationale.

Le présent marché sera soumis aux prescriptions réglementaires des articles R. 4511-1 à R. 4511-11 du code du travail qui concernent les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Un plan de prévention sera en conséquence établi entre l'Assemblée nationale et le titulaire à l'issue de son inspection commune réalisée avec un représentant du département audiovisuel et le coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale, en début de marché et au plus tard deux semaines après le début de la période de recouvrement (voir partie IV, 1.). Ce document devra notamment être complété avec la méthodologie d'intervention de l'entreprise extérieure dont l'élaboration reste à la charge du titulaire.

### **3.1.5 Sécurité informatique et des médias**

Concernant la sécurité des systèmes informatiques dédiés à l'audiovisuel et au regard des risques encourus en matière de perte de données, de l'introduction de virus ou de piratage, le titulaire est tenu de se conformer rigoureusement aux consignes de sécurité qui lui sont signifiées et aux règles de l'art en la matière.

Le titulaire est tenu de se conformer à la politique des mots de passe et aux instructions qui lui sont communiquées par la Direction des systèmes d'information (DSI). Le cas échéant, le titulaire s'engage à communiquer sous enveloppe scellée au département audiovisuel tous les mots de passe créés et utilisés au sein des systèmes qu'il administre ; ceci afin de séquestre. Il s'engage également à ne jamais les divulguer par téléphone, par messagerie ou par écrit à toute personne étrangère à l'équipe qui exerce sur le site de l'Assemblée nationale. Les mots de passe sont stockés de manière sécurisée. Sauf impossibilité technique, les actions sur les équipements informatiques sont réalisées par le biais de comptes nominatifs.

Il est formellement interdit au titulaire et à ses personnels de relier le réseau qu'ils exploitent et, le cas échéant, qu'ils maintiennent<sup>1</sup>, à tout autre réseau interne ou externe à l'Assemblée nationale par des moyens qui lui sont propres tels que des modems, réseau wifi, ou tout autre élément d'interface

Il est formellement interdit au titulaire et à ses personnels de relier aux équipements connectés au réseau informatique de l'Assemblée nationale tout appareil de stockage portatif personnel (clés USB, DD, lecteur MP3, etc.) ainsi que d'insérer sur les postes informatiques inclus dans son périmètre de responsabilité tout support personnel (CD, DVD, SD, disquette, etc.). Seuls les ports munis d'un contrôle logiciel antivirus, activés en permanence et régulièrement mis à jour, ont droit au libre accès pour les opérations d'exploitation.

Les systèmes informatiques-médias au sein de l'infrastructure audiovisuelle sont conçus de manière à procurer une haute disponibilité. Le titulaire est responsable de la confidentialité, de l'intégrité et de la bonne sauvegarde de toutes les données et médias qui lui sont fournis en début d'accord-cadre, ainsi que de ceux qu'il enregistre par la suite sur les serveurs informatiques ou tout autre support dont il a la charge. Sauf autorisation expresse de l'Assemblée nationale, aucune de ces données ou médias ne peut être stockée, même temporairement, hors des locaux de l'Assemblée nationale. Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires dans ses procédures d'exploitation et de maintenance afin d'assurer la bonne sauvegarde des données et des médias, leur confidentialité, leur disponibilité et leur intégrité ainsi que leur protection.

Tout incident de sécurité ou suspicion d'incident qui affecte les systèmes informatiques des installations audiovisuelles doit être immédiatement communiqué au représentant du département audiovisuel.

---

<sup>1</sup> En particulier, opérateur nodal lors des prestations de nuit.

## 3.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 3.2.1 Périodes d'exécution des prestations

L'exploitation des installations est principalement liée à l'activité parlementaire. Les séances dans l'Hémicycle et autres réunions sont en général planifiées à l'avance. Toutefois, en fonction de l'actualité politique, certaines prestations peuvent être demandées dans des délais très réduits.

Les commandes de prestations, sur un ou plusieurs groupes d'installations, correspondent à des durées effectives de prestations de 8 heures.

**Remarque** : par durée effective, on entend une durée de travail d'exploitation de 8 heures. La durée effective ne comprend pas la coupure repas (1 heure) ni, le cas échéant, la phase de préparation lorsque celle-ci est nécessaire : la coupure repas et la phase de préparation ne font l'objet d'aucune rémunération. Le temps nécessaire à la phase de préparation ne dépassera pas une heure. Si un temps supplémentaire était imposé par l'Assemblée nationale, l'heure d'arrivée du technicien serait précisée sur le bon de commande, la facturation serait ainsi décomptée à partir de l'heure d'arrivée + 1 heure.

En cas de dépassement de la prestation de base au-delà d'une durée de 8 heures de prestation, il est recouru à des heures complémentaires (voir BPU).

Si des prestations sont effectuées entre minuit et 6h du matin (heures de nuit), le dimanche ou les jours fériés, elles peuvent donner lieu à une tarification spécifique (voir BPU).

### 3.2.2 Lieux d'exécution des prestations

Les différents groupes d'installations de l'Assemblée nationale doivent être considérés comme formant un seul lieu d'exploitation. Il revient donc au titulaire d'assurer la fongibilité de ses personnels d'intervention qui peuvent être employés, dans les cadres horaires prévus, pour des manifestations/réunions différentes et ce, sans demande de prestation complémentaire. Les bons de commande ne concernent en effet pas une installation ou une exploitation en particulier mais un type de profil (voir partie III du présent CCTP). Le personnel programmé pour une prestation dans une salle ou une régie peut ainsi être appelé à effectuer, le même jour et à la suite ou en amont de cette prestation, une autre prestation correspondant à son profil dans une autre salle ou régie.

### 3.2.3 Passation des commandes et tableau de service

S'agissant de la partie relative à la gestion administrative des prestations, le service ou la ou les personnes désignées par le titulaire de l'accord-cadre recevra chaque semaine par courriel, en principe le vendredi en fin de journée, le bon de commande pour la semaine suivante. Des commandes complémentaires pourront être passées à tout moment. Le titulaire communiquera un numéro d'astreinte ou une modalité de contact spécifique pour les commandes qui pourraient être passées en urgence (délai inférieur à 4 heures ; ce délai court à compter de la saisine du titulaire par l'Assemblée nationale) ou en dehors des heures ouvrées (les heures ouvrées étant entendues ici du lundi au vendredi de 8h à 20h). Dans ce cas, les commandes urgentes pourront être passées par téléphone et faire l'objet d'une régularisation dès le jour ouvré suivant.

Le numéro d'astreinte ou cette autre modalité de contact doit pouvoir être joignable tous les jours de l'année 24h/24. En cas de commande urgente, le délai de prise en charge de la demande ne peut excéder 15 minutes.

Les bons de commande mentionnent les profils requis, l'horaire de démarrage de chaque prestation (cet horaire n'inclut pas le temps de préparation qui pourrait, le cas échéant, être nécessaire pour le titulaire) ainsi que, à titre indicatif, la nature de la ou des prestations attendues.

Le titulaire communique en retour, dans un délai de 4 heures ouvrées (entendues ici du lundi au vendredi de 8h à 20h) à compter de la réception du bon de commande, le tableau de service des équipes prévues, sous forme de document électronique. Ce tableau de service devra mentionner les noms des personnes proposées ainsi que leur qualification.

En cas de modification dans le tableau de service proposé, du fait du titulaire ou à la suite de la réception d'une nouvelle commande, le titulaire envoie dans les mêmes délais son tableau de service mis à jour.

En cas de commande passée en urgence (délai inférieur à 4 heures), le titulaire peut indiquer par tout moyen (mail, téléphone) au département audiovisuel l'identité de la personne pressentie et mettre à jour son tableau de service dans un second temps.

Les CV des personnes proposées devront systématiquement avoir fait l'objet d'un accord préalable du département audiovisuel de l'Assemblée nationale, qui se réserve la possibilité de ne pas ou de ne plus accepter une personne sur site.

Dans le but d'optimiser le processus de commande, le département audiovisuel fait parvenir ses commandes par courriel au service de gestion de la production du titulaire ou directement au chargé de production ou chef de site désigné par le titulaire. Le département audiovisuel est en mesure de communiquer par courriel ou téléphone toute précision si nécessaire.

Les commandes de personnels adressées par le département audiovisuel et la coordination de ceux-ci ne nécessitent pas obligatoirement une présence sur site de la part du titulaire. Il est toutefois possible pour celui-ci de proposer la présence, sur tout ou partie de la semaine, d'un chef de site, lequel pourrait également effectuer certaines des prestations faisant l'objet de commandes. Le cas échéant, ce point devra être explicité dans le mémoire technique du candidat.

Toutes les commandes passées en urgence et dans un délai inférieur à 4 heures peuvent faire l'objet d'une majoration par le titulaire (voir BPU). La majoration s'applique aux prix des jours et de la tranche horaire indiqués au BPU.

### **3.2.4 Rapports d'activité et de situation**

Le titulaire doit établir un rapport d'activité à l'issue de chaque exploitation. Une synthèse quotidienne regroupant ces rapports doit être transmise le lendemain matin de chaque jour ouvré avant 12h pour les prestations du jour précédent.

Toutefois, en cas d'incident en cours d'exploitation ayant des répercussions, même mineures, sur le déroulement de la réunion ou de la séance en cours, un premier rapport indiquant que l'incident a eu lieu, l'heure, la nature du problème et les conséquences visibles pour les utilisateurs, ainsi que le cas échéant les premières pistes d'explication de l'incident doit être transmis dans un délai de deux heures après la fin de la réunion. Si l'incident n'a pas pu être résolu et a nécessité la mise en œuvre d'une solution de contournement ou d'un mode d'exploitation dégradé et est susceptible d'affecter les réunions prévues le lendemain matin et/ou nécessite une opération de maintenance rapide, un message téléphonique ou tout autre mode d'alerte à définir en début d'accord-cadre sera mis en place pour prévenir, immédiatement après l'exploitation, l'équipe présente le lendemain matin.

Lorsqu'une même réunion ou séance fait l'objet de plusieurs commandes, le titulaire désigne le membre de son personnel en charge de l'établissement de ces rapports.

### **3.2.5 Réunions périodiques de suivi de l'accord-cadre**

Le titulaire est tenu de participer aux réunions mensuelles conduites par le responsable du département audiovisuel durant lesquelles sera établie une synthèse des activités de la période passée et durant laquelle seront abordées les prestations à venir. Elles permettront également l'échange d'informations dans le but de solutionner d'éventuels problèmes rencontrés pendant les prestations effectuées.

Le département audiovisuel se réserve le droit d'ajuster la fréquence de ces réunions en fonctions des besoins.

### **3.2.6 Procédures d'exploitation et de maintenance**

L'Assemblée nationale transmet au titulaire l'ensemble des documents nécessaires au bon déroulement de la prestation (procédures d'exploitation, de maintenance, mots de passe et éléments techniques utiles) pour chaque entité technique dont il a la charge.

Toutes les remarques permettant d'optimiser ces procédures seront présentées au département audiovisuel lors des réunions bimensuelles de suivi de l'accord-cadre.

### **3.2.7 Frais de restauration**

Les frais de restauration des personnels d'exploitation ne sont pas pris en charge par l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale autorise toutefois l'accès de son restaurant d'entreprise aux personnels du titulaire au tarif fixé par la Direction de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale.

### **3.2.8 Formation**

Le titulaire doit s'assurer que l'ensemble de ses équipes techniques possède les capacités et les formations nécessaires à la réalisation des prestations demandées.

Il doit également mettre en œuvre, à sa charge, toute action de formation nécessaire à la suite d'une implémentation matérielle ou logicielle nouvelle au sein d'un système audiovisuel, et ce durant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour certaines prestations limitativement énumérées, une formation spécifique devra avoir lieu pendant la période de recouvrement de l'accord-cadre, et, en cas de changement de personnels, pendant la durée de l'accord-cadre. Les modalités de dispense et de prise en charge de cette formation sont, le cas échéant, explicitement définies dans le présent CCTP pour chacune des prestations concernées (voir Partie III).

Enfin, il doit veiller à ce que ses équipes soient en permanence pleinement opérationnelles au regard des procédures d'exploitation et de maintenance à suivre pour le bon déroulement des opérations au sein de l'Assemblée nationale.

### **3.2.9 Frais de transport**

Les frais de transport des personnels qu'il affecte aux différentes prestations sont à la charge du titulaire (acheminement et rapatriement).

Toutefois, s'agissant des fins de séances, l'Assemblée nationale prend en charge les frais de transport uniquement liés au retour à leur domicile des personnels lorsque l'heure de fin de leur prestation intervient en horaire de nuit, les personnes planifiées par le titulaire bénéficient alors du système de covoiturage mis à la disposition du personnel de l'Assemblée nationale

L'accès aux parkings de l'Assemblée nationale pourra être autorisé pour les personnels intervenant très régulièrement sur site lorsque leur présence est susceptible de se prolonger au-delà de 23h. Cette faculté pourra toutefois être limitée ou supprimée, à la discrétion de l'Assemblée nationale, de façon temporaire ou définitive, pour des raisons de disponibilité des places ou de sécurité.

## PARTIE II – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DES PRESTATIONS ASSOCIÉES

### 1- TABLEAU INDICATIF DE RÉPARTITION DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE

Le tableau ci-dessous présente à titre indicatif la répartition des différentes tâches d'exploitation et de maintenance entre l'équipe interne de l'Assemblée nationale et le titulaire du présent accord-cadre. Ce tableau ne concerne pas les prestations de type événementiel, qui pourront être confiées à d'autres prestataires ou faire ponctuellement l'objet de bons de commandes pour les prestations prévues par le présent CCTP.

## Répartition des prestations d'exploitation et de maintenance

	Type de prestations	Titulaire essentiellement	Titulaire nuits, week-end, et jours fériés	Titulaire ponctuellement	Equipe interne de l'Assemblée nationale
<b>Groupe 1 (Nodal)</b>	Exploitation		Oui, avec compétences de maintenance	Oui	Oui
<b>Groupe 2</b> (Hémicycle Régie de sonorisation)	Sonorisation				Oui
	Mixage antenne				Oui
	Interprétation				Oui
<b>Groupe 3</b> (Hémicycle Régie audio-vidéo)	Production séance	Oui			
	Mixage antenne			Oui	
	Interprétation	Oui			
<b>Groupe 4</b> (Salles de réunions premium)	Supervision		Oui	Oui	Oui
	Production multimédia	Oui			
	Production en régie broadcast	Oui			
	Mixage antenne			Oui	Oui
	Interprétation			Oui	Oui
<b>Groupe 5</b> (Salle de commission 6242)	Production multimédia	Oui	Oui, avec compétences de maintenance		
<b>Groupe 6</b> (Salle Victor Hugo)	Sonorisation			Oui	Oui
	Interprétation			Oui	Oui
	Mixage antenne			Oui	Oui
	Projection films			Oui	Oui
	Production multimédia			Oui	Oui
<b>Groupe 7</b> (Salles diverses)	Interprétation			Oui	Oui
<b>Tous les groupes</b>	Assistance utilisateurs / démarrage de salles			Oui	Oui
	Prestations de câblage			Oui	Oui
	Maintenance niveau 1 et 2			Oui	Oui
	Maintenance niveau 3				Oui

## 2- GROUPES D'ÉQUIPEMENTS ET PRESTATIONS ASSOCIÉES

Le présent descriptif donne, pour chaque groupe d'installations :

- les entités fonctionnelles concernées ;
- les objectifs fonctionnels, les principales fonctions à assurer et les types de profils les plus susceptibles de faire l'objet de commandes avec le cas échéant les missions spécifiques à ce groupe d'équipements pour certains profils. Toutefois, tout profil/catégorie de personnel décrit dans la partie III et prévu au BPU reste susceptible de faire l'objet de commandes pour tous les groupes d'équipements.

### 2.1 NODAL – GROUPE 1

#### 2.1.1 Entités fonctionnelles concernées

L'ensemble des entités fonctionnelles couvrant l'exploitation du nodal comprend :

- **Le nodal (salle d'exploitation et salle technique)**

Le nodal se situe au Palais-Bourbon sous la cour Montesquieu au niveau -1. Il est composé d'une salle d'exploitation regroupant les postes de travail et une salle technique hébergeant les équipements en baies techniques. La salle d'exploitation comprend un poste « trafic-enregistrement » servant quotidiennement à l'exploitation, un poste « supervision » dédié principalement à la maintenance mais qui peut suppléer le précédent poste en cas de problème technique ou de surcharge de travail, et un poste supplémentaire dédié plus particulièrement à la bureautique mais toutefois équipé sommairement en moyens de monitoring et de commandes.

Les équipements intégrés au nodal sont principalement :

- Système de transmission-commutation-traitement du signal ;
- émetteurs-récepteurs pour fibres optiques ;
- concentrateurs optiques ;
- incrustateurs de logos ;
- processeurs de signal ;
- système générateur et distributeur de signaux de synchronisation ;
- équipements de mesures et de monitoring audio-vidéo-informatique-TV, système d'intercommunication et de téléphonie ;
- serveurs médias, magnétoscopes, lecteurs/enregistreurs CD-DVD-Blu-ray-USB ;
- systèmes émetteurs-récepteurs opérateurs télécoms ;
- dérouleurs de séance ;
- systèmes d'encodage/transcodage et de contrôle qualité pour les fichiers médias ;
- systèmes de montage audiovisuel numérique ;
- systèmes MAM ;
- système de supervision ;
- systèmes de configuration informatiques ;
- commutateurs et interfaces réseau pour l'informatique ;
- brassage tout type de signal, jarretières et unités de brassage optiques ;
- systèmes de distribution électrique internes aux baies techniques et pupitres ;
- éléments d'intégration mécaniques (baies techniques, accessoires, etc).

**Le cœur du réseau informatique de l'infrastructure audiovisuelle se trouve au nodal. Il est totalement indépendant des autres réseaux existants au sein de l'Assemblée nationale qui sont administrés par la Direction des systèmes d'information (DSI). La DSI administre également la passerelle entre le nodal**

et l'extérieur (accès Internet, VPN, etc.) et prend en charge l'ensemble de la problématique liée à la sécurité des accès depuis et vers l'extérieur.

- **La distribution/diffusion pour les liaisons extérieures**

La salle technique du nodal héberge les interfaces des opérateurs de télécommunications pour les liaisons extérieures. Le tableau suivant donne la liste des liaisons en émission ou en réception que le titulaire doit gérer.

Opérateur	Origine	Destination	Responsabilité
TDF Ad Valem Technologies	Assemblée nationale	AFP TV - 1	À LA CHARGE DES CHAÎNES ET INSTITUTIONS
	Assemblée nationale	BFM - 2	
	Assemblée nationale	Sénat	
Globecast	Assemblée nationale	CNews 2	
	Assemblée nationale	Ministère de l'Intérieur	
	Assemblée nationale	Matignon	
	Assemblée nationale	SGG (Secrétariat Général du Gouvernement)	
	Assemblée nationale	Cour des comptes	
Globecast	Ordres 4 fils Assemblée nationale <==> SERTE		À LA CHARGE DE L'ASSEMBLÉE
	Assemblée nationale	SERTE 1 N	
	Assemblée nationale	SERTE 2 N	
	Assemblée nationale	SERTE 3 N	
	Assemblée nationale	SERTE 4 N	
	SERTE N	Assemblée nationale	
	Assemblée nationale	SERTE 1 S	
	Assemblée nationale	SERTE 2 S	
	Assemblée nationale	SERTE 3 S	
	Assemblée nationale	SERTE 4 S	
	SERTE S	Assemblée nationale	
BCE	Sénat	Assemblée nationale	
	Assemblée nationale	TF1	
	Assemblée nationale	France 2	
	Assemblée nationale	France 3	
	Assemblée nationale	France 24	
	Assemblée nationale	France O	
	Assemblée nationale	M6	
	Assemblée nationale	AFPTV - 2	
	Assemblée nationale	BFM -1	

Les liaisons BCE et une partie de celles de Globecast sont gérées par le biais d'un marché public spécifique sous la responsabilité du département audiovisuel de la DAIP, tandis que les autres (Globecast, et TDF Ad Valem Technologies) sont à la charge des destinataires.

Bien que LCP fasse partie intégrante de l'Assemblée nationale, son entité technique est considérée, vis-à-vis de l'infrastructure audiovisuelle gérée par le département audiovisuel, comme autonome et indépendante. L'entité technique de LCP est donc à considérer comme extérieure. Les liaisons audiovisuelles reliant le nodal audiovisuel de l'Assemblée nationale à celui de LCP utilisent toutefois le

réseau de fibres optiques géré par le département courants forts – courants faibles de la DAIP et ne sont donc pas confiées à un opérateur de télécommunications comme pour les autres chaînes TV.

- **La borne audiovisuelle du 35 quai d'Orsay :**

La borne audiovisuelle du 35 quai d'Orsay remplacera la Cour du Pont, elle est actuellement en cours d'installation.

Elle sera raccordée au nodal via le réseau MediorNet mais également à la Régie Vidéo de l'Hémicycle. Elle pourra être utilisée par les cars vidéo mobiles ou « *satellite news gathering* », souvent abrégé par son sigle SNG, lors des manifestations au sein de l'Assemblée nationale et possèdera des interfaces pour signaux SDI, audio analogique et numérique, et en fibre optique. Le nombre d'interfaces et la capacité des voies TX/RX permettront de disposer d'un grand nombre de liaisons audio-vidéo entre la Borne du 35 quai d'Orsay et le nodal, ainsi qu'entre celle-ci et l'hémicycle. Les ressources techniques permettront ainsi de réaliser des productions à la fois lourdes et sécurisées.

L'Assemblée nationale se réserve le droit, durant la période de l'accord-cadre, de faire évoluer l'équipement de cette borne., l'architecture de maillage et les types/technologies de liaisons.

- **Le local technique des Pas perdus**

C'est un sous répartiteur raccordé au nodal et à la régie vidéo de l'Hémicycle. Il comprend les équipements de liaison avec la zone du « Perchoir » dans l'Hémicycle et ceux des deux boîtiers AV de la salle des Pas Perdus (boîtier Nord et boîtier Sud). C'est également celui-ci qui alimente en signal audio les cabines radio.

- **Les boîtiers de la salle des Pas perdus**

Deux boîtiers (Nord et Sud) équipent cette salle afin de permettre le raccordement direct de moyens légers de prise de vue ou de diffusion avec le nodal et/ou avec la borne de la cour du Pont.

C'est sur ces boîtiers que se connectent quotidiennement les équipes de reportage radio-TV accréditées afin de réaliser des directs TV.

- **Les points fibres optiques (PFO)**

Les PFO sont au nombre de 24. Ils mettent à disposition des connecteurs optiques sur lesquels peuvent se connecter les unités de transmissions audio-vidéo mobiles équipées d'interfaces MediorNet. Ces unités sont déployées lors d'opérations de production événementielle ou de maintenance palliative.

- **La distribution pour la télédistribution**

La tête de réseau de la télédistribution de l'Assemblée nationale est hébergée dans la salle technique du nodal. Les différents programmes audiovisuels de l'Assemblée nationale lui sont livrés en bande de base SDI-SD/HD. Ce réseau de télédistribution numérique alimente l'ensemble du parc TV de l'Assemblée nationale. Par ailleurs, le nodal récupère un flux IP de programmes depuis la tête de TV distribution pour fabriquer une mosaïque images HDMI qu'il redistribue ensuite vers sa salle d'exploitation et vers la TV distribution.

- **La « liaison de sécurité » et le maillage entre la salle de conférence de presse et la cour Sully**

La « liaison de sécurité » est fournie depuis une unité du réseau MediorNet installée en Cellule Vidéo. Elle aboutit sur le boîtier audiovisuel de la cour Sully comme les liaisons de maillage qui proviennent de la salle de conférence de presse.

### 2.1.2 Objectifs fonctionnels et principales fonctions à assurer

Il est demandé à l'exploitant du nodal d'assurer l'exploitation et le bon fonctionnement du nodal avec les fonctions de réception, de contrôle/mesures, de commutations, de traitement/conversions, d'habillage (logos), d'enregistrements, de montage correctifs, de duplication, de diffusion pour les signaux en bande de base et d'encodage, de transcodage, de duplication, de contrôle qualité, pour les fichiers media. Les signaux en bande de base sont en provenance et à destination de n'importe quel point de l'Assemblée nationale et de l'extérieur.

Le nodal doit assurer le bon fonctionnement des bornes audiovisuelles de même que la configuration et la mise en service des unités de transmission audio-vidéo mobiles à connecter sur les points fibres optiques (PFO). L'assistance technique à l'utilisateur ou à chaque prestataire audiovisuel qui s'y connecte est requise.

Le nodal a également pour charge, avec les moyens de monitoring mis à sa disposition (système de supervision, télédistribution, Mosaïque télédistribution, retour TNT LCP, retour TNT France 3, supervision des encodeurs du SSI, etc.), de superviser le trafic des flux de tous les programmes audiovisuels et le bon acheminement des programmes audiovisuels qu'il diffuse.

La coordination avec toutes les entités internes ou externes en relation avec le nodal fait également partie de la prestation à assurer dans les cas de transmissions et/ou d'enregistrements.

L'exploitant du nodal doit veiller à diffuser, en bande de base, uniquement vers l'extérieur les programmes audiovisuels relatifs aux événements qui sont déclarés par l'Assemblée nationale « ouverts à la presse ». De plus, chaque fois qu'une liaison extérieure n'est plus utilisée ou à la fin de l'exploitation quotidienne au nodal, l'exploitant du nodal doit systématiquement commuter vers les liaisons extérieures la mire d'identification de l'Assemblée nationale normalisée afin de permettre aux destinataires de disposer 24h/24 d'une identification de la source et de permettre les contrôles, mesures et calibrages audio-vidéo sans aucune intervention depuis le nodal.

L'exploitant du nodal doit systématiquement enclencher sur son poste de travail à la fin de chaque exploitation la fonctionnalité « nodal off ». Cette fonctionnalité a pour but d'identifier et de signaler au travers du réseau MediorNet l'absence d'exploitation et de personnels au nodal puis de donner des droits étendus sur les commutations des signaux aux postes préalablement configurés (notamment pour la cellule GILDA, pour les unités de transmissions audio-vidéo portables). L'Assemblée nationale se réserve le droit de modifier et/ou de faire évoluer cette configuration.

L'exploitant du nodal doit respecter rigoureusement les protocoles de test utilisés habituellement par tout nodal ou centre de contribution dans la qualification des liaisons en bande de base vers ou depuis l'extérieur à l'aide des signaux normalisés (mires d'identification de l'Assemblée nationale avec mouvements pour l'image, signaux BF 1kHz-400hz continus et interrompus pour les sons, etc.), ceci pour chaque transmission à assurer. De plus, l'exploitant du nodal doit pouvoir fournir aux destinataires lors de leur demande tous les signaux tests nécessaires aux contrôles et aux mesures des liaisons de transmissions et à l'inverse demander à l'organisme émetteur tous les signaux test utiles afin de qualifier une liaison entrante.

L'exploitant du nodal doit procéder systématiquement, pour tout programme audiovisuel destiné à l'archivage patrimonial, à un enregistrement avec sauvegarde sur des serveurs séparés. Lors des enregistrements, il doit renseigner de manière exhaustive l'interface utilisée sur son poste client MAM (*Media Asset Management*) de manière à ce que les processus d'encodage des fichiers média puis de transfert puissent s'effectuer automatiquement à l'issue de chaque enregistrement. Dans le cas où ces renseignements ne peuvent pas être saisis avant le lancement des enregistrements, ils devront l'être *a posteriori* et impérativement le jour de l'enregistrement.

En cas d'anomalie, même mineure, le département audiovisuel doit en être immédiatement informé et l'anomalie systématiquement mentionnée au rapport d'exploitation.

Le technicien présent en dehors des heures de présence de l'équipe interne de maintenance (soirs, nuits, week-ends, jours fériés) doit en outre être en mesure de mettre en place une solution de contournement pour tout incident survenant pendant son activité aussi bien au nodal que dans la régie audio-vidéo de l'Hémicycle afin de maintenir la continuité et la distribution du ou des programmes en cours de production (voir profil décrit au 2.2 de la partie III). En cas d'incident majeur d'exploitation sur un autre groupe d'équipements, il peut éventuellement être sollicité en renfort (notamment par le superviseur de la RCP), si la situation lui permet de quitter temporairement son poste de travail (exemple d'une rupture complète d'exploitation dont l'origine ne se trouve pas au nodal).

Le nodal reçoit les programmes audiovisuels des différentes entités de production de l'Assemblée nationale. Il doit les redistribuer à la Direction des Systèmes d'Information (DSI) à destination du site internet ainsi qu'à la tête de réseau de la télédistribution qui alimente près de 2 000 téléviseurs au sein de l'Assemblée nationale. La distribution des programmes audiovisuels est également externe auprès des chaînes de télévision et des institutions gouvernementales.

Les serveurs sont utilisés pour enregistrer les programmes audiovisuels des différentes séances et réunions dans le but de les archiver temporairement afin de pouvoir les renvoyer en bande de base, partiellement ou en totalité, à un demandeur habilité ou en effectuer des copies sur divers supports à la demande du département audiovisuel. A l'issue des enregistrements, ces programmes audiovisuels doivent être encodés en fichiers médias et livrés par réseau à la DSI pour archivage (cette dernière prestation n'incomant pas au titulaire).

Les dérouleurs de séance, au nombre de trois, sont des incrustateurs alimentés par des données en provenance du réseau informatique. Ces serveurs redondés sont hébergés au nodal mais sont gérés sous la responsabilité de la DSI. La source audio-vidéo alimentant ces équipements est toutefois fournie par le nodal et le titulaire doit assurer la supervision de la distribution des signaux récupérés sur les sorties.

Les signaux nécessaires sont fournis aux équipements de la DSI hébergés au nodal afin de permettre la diffusion aux écrans multifonctions de l'Hémicycle et sur le site de l'Assemblée nationale.

La salle technique du nodal héberge la tête de réseau de la télédistribution et les interfaces émetteurs-récepteurs sur fibres optiques des liaisons extérieures télécoms en bande de base. Le nodal livre les programmes audiovisuels à ces entités qui restent toutefois hors du périmètre de responsabilité du titulaire.

Le nodal assure toutefois le contrôle du bon acheminement des programmes audiovisuels sur les différentes destinations à partir d'une mosaïque image disponible en salle d'exploitation du nodal et dont la source des images est issue de la télédistribution.

### **2.1.2 Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande**

Les profils susceptibles d'être commandés sur ce groupe d'équipements sont le profil exploitant nodal (partie III, 1.) et le profil exploitant nodal avec compétences de maintenance (partie III, 2.).

## **2.2 RÉGIE DE SONORISATION HÉMICYCLE – GROUPE 2**

Les prestations d'exploitation de la régie de sonorisation de l'Hémicycle sont assurées directement par l'Assemblée nationale. Les commandes sur ce groupe d'équipements seront donc exceptionnelles.

### **2.2.1 Entités fonctionnelles concernées**

- La loge son
- La salle des séances

### **2.2.2 Objectifs fonctionnels**

Sonorisation de l'Hémicycle et diffusion du mixage son de l'Hémicycle.

Les microphones installés dans l'Hémicycle constituent les sources à gérer en régie de sonorisation et les principaux points de diffusion sont la sonorisation de l'Hémicycle et la régie audio-vidéo de l'Hémicycle.

La régie de sonorisation de l'Hémicycle doit assurer la gestion des microphones fixes et, le cas échéant, sans fil. Avant chaque séance, des tests de bon fonctionnement de la sonorisation de l'Hémicycle doivent être effectués par les personnels.

La régie de sonorisation de l'Hémicycle et son local technique sont situés respectivement au niveau 2 des tribunes de l'Hémicycle et au 4<sup>ème</sup> étage. Le système assure la sélection des sources, le traitement, le contrôle et la diffusion des signaux audio.

En plus de la sonorisation de l'hémicycle, le personnel a la possibilité de réaliser le mixage audio du programme produit en régie audio-vidéo de l'hémicycle.

### **2.2.3 Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements**

L'équipe de la régie de sonorisation présente dans l'Hémicycle est constituée d'un chef opérateur du son assisté d'un opérateur du son.

Les profils de chef opérateur du son et d'opérateur son (voir partie III, 4.) sont susceptibles, très rarement, de faire l'objet de bons de commande.

Les fonctions à assurer sont les suivantes :

- Sonorisation de l'Hémicycle ;
- ouverture et fermetures des micros de la salle ;
- mixage audio des sources microphones avec corrections dynamiques et spectrales ;
- mixage audio d'autres sources (Sources DSI, traduction, etc...) ;
- commutation et réglage des niveaux sur l'ensemble des départs audio.

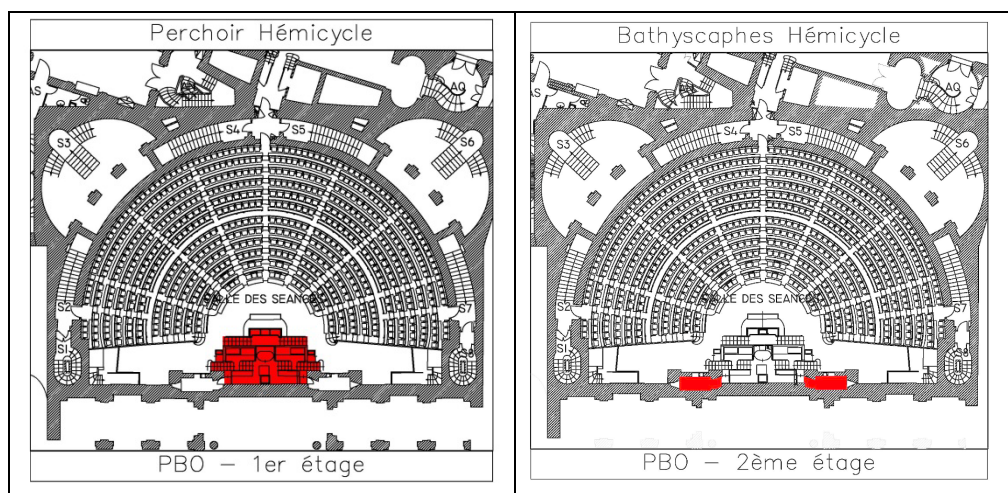
Ces exploitations étant d'une grande sensibilité, une attention constante et assidue ainsi qu'une grande rigueur sont indispensables.

## 2.3 RÉGIE AUDIO-VIDÉO DE L'HÉMICYCLE – GROUPE 3

### 2.3.1 Entités fonctionnelles concernées

L'ensemble des entités fonctionnelles couvrant l'exploitation de la régie Hémicycle comprend :

- La régie audio-vidéo avec sa salle technique, la régie est localisée au Palais-Bourbon sous la cour Montesquieu au niveau -1, elle jouxte le nodal ;
- Le local « Cadrage externe », le local se situe au Palais-Bourbon sous la régie Hémicycle au niveau -3 ;
- le « Perchoir » de l'Hémicycle, c'est la zone au sein de l'Hémicycle regroupant la tribune avec le Président, l'orateur et le service de la séance, cette zone inclut également les deux locaux techniques « Bathyscaphe » droite et gauche.



**Remarque :** le système de diffusion vidéo sur grands écrans dans l'Hémicycle n'est pas une entité fonctionnelle rattachée au présent accord-cadre. Ce système est exploité et maintenu par la DSI.

### 2.3.2 Objectifs fonctionnels

Captation des images et du son des événements se déroulant dans l'Hémicycle, production du programme en HD avec différents habillages, affichage au programme du résultat des votes, traitement des traductions, enregistrements et diffusion. La diffusion d'images sur les écrans en Hémicycle est réalisée par la DSI.

Le programme vidéo est fabriqué en régie audio-vidéo de l'Hémicycle. En fonction des types de productions, le mixage audio provient de la régie de sonorisation ou de la régie audio-vidéo de l'Hémicycle.

Les productions peuvent également faire l'objet d'interprétations ou d'incrustations de prestation de « Langage des signes » pour la traduction en image.

D'autres signaux peuvent éventuellement provenir du nodal pour le traitement de sources extérieures ou pour le traitement de sources vidéo/graphiques générées depuis les installations techniques de la DSI et diffusées sur grands écrans en Hémicycle. Ces signaux sont généralement à intégrer au programme audiovisuel.

Le programme de base produit par la régie vidéo de l'hémicycle est toujours diffusé sur :

- La télédiffusion interne de l'Assemblée nationale *via* les dérouleurs de séances, ou en programme noble ;
- La plateforme internet du SSI.

### 2.3.3 Principales fonctions à assurer

#### 2.3.3.a Configuration de la régie

- configuration système des équipements vidéo ;
- configuration système des équipements audio ;
- configuration système des équipements de service (*time code*, signalisation, *intercom*, etc.) ;
- configuration du système robotique des caméras ;
- configuration du mélangeur ;
- configuration des mosaïques de la régie
- configuration du monitoring des différents départs audio
- configuration du système de titrage.

Cette opération vise à assurer les configurations et les réglages des différents équipements audio, vidéo, informatiques, robotiques afin d'adapter la régie audio-vidéo de l'Hémicycle à l'exploitation qu'elle doit assurer pour la fabrication de son programme.

La régie audio-vidéo de l'Hémicycle peut être configurée en vue de 3 modes d'exploitation :

- « Médiatique » - ce mode d'exploitation consiste à assurer l'exploitation audio et vidéo avec l'utilisation de l'ensemble des postes de travail ;
- « Conventionnel » - ce mode d'exploitation ne nécessite aucun personnel à la console son en régie audio-vidéo. Le son programme est issu du mixage son réalisé par la régie de sonorisation. Le système vidéo, avec un système de pointage semi-automatique des caméras, reste disponible pour l'exploitation à l'identique du mode « Médiatique ».
- « Automatisé » - ce mode ne propose que des fonctionnalités réduites pour l'exploitation et ne répond pas à la qualité de réalisation requise. Il doit donc être considéré comme un mode de secours à utiliser uniquement en cas de force majeure. La mise en service et l'exploitation de la régie dans ce mode nécessitent un seul opérateur, qui peut être dans la régie vidéo ou dans la régie son.

**AVERTISSEMENT :** l'attention du titulaire est attirée sur l'obligation de remettre systématiquement en configuration de base les systèmes audio et vidéo de la régie après la clôture de chaque exploitation, ceci afin d'assurer un éventuel lancement ultérieur de la régie en mode automatisé.

#### 2.3.3.b Prise de vue

- Huit caméras sur têtes robotisées, toutes télécommandées à partir de 2 postes en régie ;
- cadrage avec l'ajustement des axes et des plans dans les règles de l'art (8 caméras) ;
- mise au point optique des images.

Remarque : l'opérateur dispose au poste de cadrage n°1 d'un écran tactile lui signalant l'ouverture des microphones en Hémicycle. L'opérateur peut lancer un cadrage automatique des caméras avec les différents paramètres attenants (focus, focale, etc.) sur simple sélection à l'écran tactile du micro ouvert. Ce système, plus particulièrement destiné au mode « automatisé », reste opérationnel dans les autres modes d'exploitation.

#### 2.3.3.c Réglage des voies de commandes caméras et contrôle des signaux programme

- Étalonnage de la chaîne vidéo des caméras selon les normes et les règles de l'art ;
- réglage et équilibrage des caméras en luminance et colorimétrie ;
- contrôle de l'image et des signaux programme.

Remarque : en mode « automatisé » les voies de commandes disposent de réglages préétablis mis en mémoire pour le contrôle de la colorimétrie et d'un réglage automatique pour la commande du diaphragme de l'objectif sur chaque caméra.

#### 2.3.3.d Gestion du générateur de caractères

- Saisie et stockage des données en respectant rigoureusement les consignes données par l'Assemblée nationale ;
- composition des textes à l'écran ;
- rappel des titrages ou des sous-titrages pour une insertion image au programme.

#### 2.3.3.e Réalisation du programme

Cette fonction consiste en la fabrication du programme de base à l'aide du mélangeur vidéo et au travers de ses fonctions de commutations, de mixage et d'effets. Les sources du mélangeur sont :

- huit caméras Hémicycle ;
- 1 caméra Langage des Signes ;
- 1 générateur de caractères ;
- les cartons qui ponctuent les inter-séances, les débuts, suspensions, ou fins des séances ;
- Toutes autres sources extérieures affectées via la grille vidéo.

La régie vidéo dispose des sources vidéo auxiliaires fournies par la DSI et diffusées ou non sur grands écrans vidéo en Hémicycle. Ces sources peuvent être intégrées directement au programme lorsqu'elles présentent un intérêt pour la réalisation ; ce cas se présente notamment avec l'affichage des résultats des votes dans l'Hémicycle, ou le temps de parole des députés qui peut être incrusté au programme de certaines productions

Il pourra être également demandé au titulaire d'assurer la production d'un programme avec l'intégration d'interprétation simultanée (audio) et de la traduction en langages des signes (vidéo) ; ces deux éléments pouvant être assurés conjointement.

#### 2.3.3.f Prise de son et enregistrement audio

- Mixage audio selon les normes et les règles de l'art ;
- corrections spectrales des sources ;
- réglages dynamiques (compresseurs-limiteurs) ;
- contrôle du son et des signaux du programme ;
- enregistrement audio sur machines locales dédiées ;
- gestion et mixage des signaux audio dans le cadre des interprétations simultanées.

Remarque : en modes « Conventionnel » et « Automatisé » la console de mixage de la régie audio-vidéo de l'hémicycle reste opérationnelle et allumée. En effet, même si le mixage est fourni par la régie de sonorisation Hémicycle, celle-ci est la voie principale du dispositif audio et nécessaire à la fabrication du programme.

#### 2.3.3.g Gestion des moyens audiovisuels d'enregistrement

- Enregistrement du programme sur serveurs du nodal ;
- enregistrement du programme sur enregistreur local
- enregistrement sur serveur local des 8 caméras et du parallèle programme diffusé ;
- occasionnellement duplications d'événements enregistrés ou d'extraits ;
- occasionnellement lectures d'événements enregistrés pour la diffusion via le nodal vers des demandeurs, ceci à la demande des services de l'Assemblée nationale et dans la limite des délais compatibles avec la procédure simultanée d'enregistrement que doit suivre la régie Hémicycle.

Les enregistrements concernent l'image et le son dans tous les cas cités précédemment.

### 2.3.3.h Couplage de la régie Hémicycle à une unité de prestation extérieure

La borne audiovisuelle du 35 quai d'Orsay est en général utilisée à cet effet mais peut être choisi tout autre emplacement équipé d'un PFO sur lequel on peut connecter une unité de transmissions audio-vidéo mobile. Le car est connecté à la fois avec la régie Hémicycle et le nodal. Le nodal assure aussi l'acheminement de son programme vers la station de télévision destinataire via un opérateur télécom si le car vidéo mobile ne dispose pas de moyens SNG. Le nodal assure aussi la fourniture de l'ensemble des signaux de service (synchronisation, intercommunication, etc.) via sa borne audiovisuelle. Toute intervention au niveau de la borne du 35 quai d'Orsay ressort du personnel opérant au nodal.

## 2.3.4 Programme audiovisuel

### 2.3.4.a Programme de base

Le protocole de diffusion impose en départ programme la chronologie suivante :

- carton d'inter-séance + silence hors programme ;
- carton de début - durée = 30 s, avant le lancement du programme ;
- programme ;
- carton de suspension de séance ;
- carton de fin - durée = 30 s.

Le programme est élaboré à partir de 8 caméras implantées dans l'Hémicycle et commutées au mélangeur vidéo de la régie.

Compte tenu des pratiques parlementaires, les axes de prise de vue sont les suivants :

- président de la séance ;
- membres du Gouvernement ;
- orateur à la tribune ;
- député intervenant au micro le plus proche de son banc à partir de son banc.

Ce programme est complété par des informations issues du générateur de caractères de la régie :

- titrage plein cadre (titre général et indications diverses) ;
- sous-titrage incrusté par le mélangeur vidéo (nom, département, appartenance politique, etc.).

Ce programme est également complété par d'autres informations diffusées sur grands écrans multifonctions dans l'Hémicycle gérés par la DSI et qui sont disponibles en régie :

- graphique ;
- vidéo.

**Remarque** : Lorsque les caméras 7 et 8 sont mises à disposition d'une entité extérieure avec une prise en charge dans le local de cadrage externe, le programme de base est à réaliser sans ces caméras.

Concernant le son, le programme est élaboré à partir des microphones de l'Hémicycle dont les signaux sont commutés par la régie de sonorisation de l'Hémicycle. Le mixage audio, sur instruction du département audiovisuel de l'Assemblée nationale, sera réalisé soit en régie vidéo de l'Hémicycle soit en régie de sonorisation et adapté aux besoins de la radio et de la télévision. À noter que la régie de sonorisation de l'Hémicycle fournit en plus et en permanence à la régie vidéo de l'Hémicycle un signal mixé.

### 2.3.4.b Habillage du programme

Le programme en régie est produit pour différents destinataires. Il doit être acheminé au nodal avec différents habillages :

- « Programme complet » : programme avec le sous-titrage et le logo de l'Assemblée nationale, c'est le départ principal ;

- « Programme complet sans logo » : avec le sous-titrage mais sans logo, il est destiné au dérouleur ;
- « Programme complet sans titrage » : avec logo mais sans le sous-titrage ;
- « Programme *clean* » : sans incrustation.

#### 2.3.4.c Programme de base étendu aux interprétations simultanées

Le programme de base peut être étendu avec des exploitations liées à l'interprétation simultanée :

- l'interprétation simultanée audio, avec la gestion et le mixage audio des langues française/étrangères au programme ;
- l'interprétation en langage des signes (pour les sourds et malentendants) : avec la gestion de l'image de l'interprète captée par la caméra du local « Langage des signes », l'interprète est incrusté à l'image du programme via la DVE (unité d'effets vidéos numériques intégrée au mélangeur vidéo de la régie).

#### 2.3.4.d Enregistrement du programme

L'enregistrement du programme s'effectue au nodal et sur serveur. Ce serveur est redondé afin d'assurer la sécurisation de l'enregistrement.

L'enregistrement du « parallèle diffusion » est assuré par les exploitants de la régie vidéo de l'Hémicycle.

#### 2.3.4.e Enregistrements témoins

Un enregistrement en « divergé » des 8 caméras est effectué en régie vidéo de l'Hémicycle durant la totalité de la durée du programme. Le son du programme doit y être également enregistré.

#### 2.3.4.f Instructions de réalisation

Les instructions qui suivent n'ont qu'un caractère indicatif et peuvent être modifiées ou complétées par des instructions données par le service compétent de l'Assemblée nationale.

L'espace scénique à prendre en compte pour le tournage est constitué de l'ensemble de l'Hémicycle avec le public. Le type de réalisation à apporter est celui généralement consacré aux conférences et/ou débats télévisés en direct.

Dans le cadre de la production en régie vidéo Hémicycle, le metteur en images a comme but de retranscrire l'action de façon plaisante et compréhensible pour le spectateur. Le metteur en images choisit l'image constituant le programme sans aucune assistance permanente des services de l'Assemblée à la réalisation et il reste lié, en toute circonstance, à l'obligation de neutralité politique dans le choix de ses plans, des éléments sonores et dans la construction de son programme. Une totale discrétion professionnelle est également exigée du metteur en images lors du choix des cadrages image au regard de toute information qui se présenterait fortuitement à l'image et qui ne serait pas directement liée au programme à réaliser (cas par exemple de la lecture de documents papier ou électronique exposés sur les pupitres des députés aujourd'hui possibles avec la puissance des zooms caméras et la qualité haute définition de l'image).

La réalisation nécessite une constante adaptation au contexte, une démarche d'anticipation, et une rapidité d'exécution. Elle doit rester cependant à la fois simple et sobre. Le metteur en images doit veiller particulièrement à s'assurer de la bonne composition et géométrie des angles de prise de vue et des cadres des images. Il doit également assurer une transition cohérente des images en accord avec les événements qui se déroulent en Hémicycle et en respectant l'esthétique des images qui composent le programme. Le rythme et le type de transition doivent être également choisis en accord avec les événements. Si les transitions les plus courantes doivent être celles de la commutation directe (*cut*) ou du fondu enchaîné (*mix*), la réalisation peut inclure, de façon appropriée et modérée, des transitions

plus complexes telles que des volets ou des images en fenêtres (*PiP*) obtenues via un moteur d'effets (*DVE*).

A titre d'exemple et dans le cadre d'un programme type réalisé en régie Hémicycle, on peut illustrer la mise en image par référence à quelques situations fréquentes :

- Un député lève la main ou se lève pour demander la parole : ***il est filmé*** ;
- une interjection vient de l'un des bancs : ***elle est filmée*** ;
- un député se lève, se voit refuser la parole et reste debout pour marquer sa demande : ***il est filmé*** ;
- un groupe de députés se lève pour protester ou pour quitter la salle : ***il est filmé*** ;
- un député entre ou sort de l'Hémicycle, sans lien avec le débat, appelle un huissier ou se fait apporter du courrier : ***il n'est pas filmé*** ;
- un député va au banc du Gouvernement pour un aparté avec le ministre : ***il n'est pas filmé*** ;
- changement de président : ***il est filmé*** ;
- un groupe de députés proteste violemment par « claquements de pupitres » : ***il est filmé*** ;
- des tracts sont lancés des tribunes dans l'Hémicycle. Cet incident ***est filmé*** s'il affecte le déroulement de la séance ;
- un député monte s'entretenir avec le Président de séance : ***cet aparté n'est pas filmé***.

Chacun des « incidents » ne doit être traduit en images que le temps nécessaire à sa compréhension, le metteur en image ayant toujours pour obligation de revenir au plus tôt à l'orateur.

En cas de malaise d'un député, d'une intervention des secours, des forces de l'ordre ou du détachement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris : ***l'incident n'est pas filmé***, seules les caméras divergées sont enregistrées.

Il faudra éviter autant que possible de choisir des plans permettant de voir ou lire les éventuels documents disposés sur les pupitres des députés.

La composition de l'image naît de l'emploi des différents angles de vue, étant admis que les orateurs ne sont jamais pris sur un plan inférieur à celui du buste, avec en dominante les plans « américains » ou en pied. Une attention particulière doit être apportée à l'effet de dialogue, par exemple entre le ministre et le rapporteur.

La réalisation dispose de 8 caméras dont deux équipées de longue focale situées au niveau des loges en Hémicycle permettant d'obtenir un plan rapproché. Deux caméras additionnelles peuvent être rajoutées comme sources en régie vidéo de l'Hémicycle afin de répondre à un contexte événementiel particulier. Il est en outre possible de « diverger » des caméras à destination d'une unité de production extérieure. Il appartient ainsi au metteur en image de s'adapter à la configuration requise dictée par l'Assemblée nationale. Le metteur en image doit être également capable de réaliser un programme avec un nombre de caméras réduit à 6 en cas de problèmes techniques ou d'une configuration faisant appel à des caméras « divergées ».

La réalisation doit également être en mesure de pratiquer l'incrustation de titrages lorsqu'elle est demandée par l'Assemblée nationale ; la fonte et la couleur des caractères imposés par l'Assemblée nationale doit être respectée. De plus, la réalisation doit tenir compte des informations incrustées en aval de la chaîne audiovisuelle au niveau du dérouleur de séance qui est exploité par les personnels du service de la Séance de l'Assemblée nationale. Elle doit ainsi s'efforcer de ne pas superposer les titrages de la régie de l'Hémicycle aux informations du dérouleur.

Pour des programmes spécifiques, l'incrustation chromatique et/ou la génération d'effets vidéo (*DVE*) peut être demandée (cas d'un programme nécessitant l'incrustation d'un interprète en langage des signes par exemple).

Dans le cas de l'affichage d'informations ou de diffusion d'images en Hémicycle via des écrans vidéos ou tout autre support électronique, le metteur en image doit insérer ces informations ou images à son programme si elles font l'objet du programme à réaliser et si elles sont disponibles en régie de l'Hémicycle en tant que sources vidéo (cas de l'affichage des votes par exemple).

Dans le cas où le programme produit par la régie vidéo de l'Hémicycle est diffusé en Hémicycle sur les écrans multifonctions, le metteur en image doit s'efforcer d'éviter tout effet de bouclage pouvant survenir à l'image (effet *larsen* vidéo).

La prise de son effectuée en Hémicycle, étroitement liée au déroulement de la séance, sous l'autorité du Président, alimente les canaux audio du programme.

Dans le cas d'un contexte évènementiel particulier, le mixage audio peut inclure également la traduction sur les canaux audio du programme.

### **2.3.5 Profils des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements**

AVERTISSEMENT : l'objet et l'étendue de la prestation de chaque profil d'exploitant devra être adapté en fonction de la configuration de l'équipe commandée pour chaque exploitation, l'ensemble des opérations nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'exploitation de la régie vidéo de l'Hémicycle devant en tout état de cause être réalisées par l'un ou l'autre des membres de l'équipe commandée. L'ensemble des opérations d'exploitations décrites aux 2.3.2 à 2.3.4 devra donc être répartie au mieux par le titulaire entre les différents exploitants commandés.

En fonction de la complexité et de la nature des séances qui se tiennent dans l'Hémicycle, l'Assemblée nationale pourra commander des équipes allant de 3 à 6 personnes dans la régie vidéo de l'Hémicycle.

- Il sera commandé au minimum 3 personnes : un metteur en image, un chef d'équipement et un cadreur ;
- il sera commandé au maximum 6 personnes : un metteur en image, un chef d'équipement, deux cadresseurs, un opérateur synthé et un chef opérateur son (séance hebdomadaire de questions au Gouvernement principalement).

Le(s) cadreur(s) devra être présent en amont de l'exploitation pour travailler avec le chef d'équipement. Ce temps de préparation est d'environ une heure.

## **2.4 SALLES DE COMMISSIONS / RÉGIE CENTRALE DE PRODUCTION (RCP) / RÉGIE BROADCAST – GROUPE 4**

La Régie Centrale de Production (RCP) est la principale régie d'exploitation des salles de commissions de l'Assemblée nationale. Y sont rattachés les trois salles de commission du bâtiment du 33 rue Saint Dominique (Las Cases 1, 2 et 3), le 6<sup>ème</sup> Bureau et les salles 6237, 6241, 6350 et 6351 (Palais-Bourbon) ainsi que, au 101-103 rue de l'Université, les salles Lamartine et 7040.

En complément de la RCP et reliée à celle-ci, une régie broadcast permettant des exploitations premium est installée au 101 rue de l'Université. Cet espace technique peut assurer la production de n'importe quelle salle rattachée à la RCP.

L'ensemble des salles rattachées à cette régie sont autonomes et disposent d'un local technique attenant. Chaque salle est équipée d'un système de conférence, d'un système de sonorisation local et de moyens de diffusion audiovisuels. La salle Lamartine dispose en outre de 6 cabines d'interprétation simultanée et les salles 6241 et Las Cases 1, 2 et 3 disposent de deux cabines d'interprétation simultanée.

## 2.4.1 Entités fonctionnelles concernées

### 2.4.1.a Salles concernées

Ci-dessous figurent les 11 salles de commission avec leur local technique respectif et la RCP, sa salle technique centrale (STC) et sa régie broadcast. On note que la RCP jouxte le nodal.

Toutes les salles du périmètre RCP ont sensiblement les mêmes fonctionnalités mais ne sont pas forcément basées sur les mêmes technologies. Le tableau suivant répertorie les dates auxquelles les salles ont rejoint la RCP, le type de technologie utilisé pour le transport des flux audiovisuels, lesquelles sont dotés de fonctionnalités d'interprétation :

**Liste des salles contrôlées depuis la RCP**

Salle	Date livraison	Transport flux AV	Interprétation
Régie broadcast	2017	Riedel MediorNet	-
Le 6 <sup>e</sup> bureau	2017	Riedel MediorNet	Oui, nécessite l'installation de matériel
La salle 6241	2018	Riedel MediorNet	Oui
La salle 4123	2018	Riedel MediorNet	Oui
La salle 4223	2018	Riedel MediorNet	Oui
La salle 4325	2019	Riedel MediorNet	Oui
La salle 7040	2020	Riedel MediorNet	Oui, nécessite l'installation de matériel
Salle Lamartine	2020	MediorNet + 2110	Oui
La salle 6237	2021	MediorNet + 2110	Non
La salle 6350	2021	MediorNet + 2110	Non
La salle 6351	2021	MediorNet + 2110	Non
La salle 6238	2023	MediorNet + 2110	Non

Il est à noter que la salle Lamartine peut agréger sa capacité d'interprétation avec celle de la salle Victor Hugo (Groupe 6), le nombre de langues possibles passe alors de 6 à 10. Dans ce cas c'est le dispositif d'interprétation de la salle Lamartine qui pilote l'opération.

### 2.4.1.b Régie Centrale de Production

La régie centrale de production est utilisée pour la réalisation de programmes audiovisuels institutionnels destinés à une diffusion en direct ou enregistrés lors de réunions ou de conférences.

La régie possède 6 postes de travail regroupant chacun :

- une commande pour les 6 caméras télécommandées de la salle dédiée au cadre et au réglage du signal vidéo des caméras ;
- un pupitre de mélangeur vidéo pour les commutations au programme ;
- un accès au poste de commande du système de conférence.
- un accès au mélangeur-processeur pour le mixage audio ;
- un ensemble de *monitoring* pour l'image et pour le son ;
- un accès aux commandes de l'automatisation ;
- un accès au mode secours de la production
- un écran de contrôle de la télédistribution
- un accès au poste client MAM pour la gestion des enregistrements.

La RCP dispose également de deux autres postes étendus aux fonctions de commandes/contrôles et de supervision. Ceux-ci regroupent les fonctions suivantes :

- un ensemble d'équipements répliquant le poste de travail décrit précédemment à l'exception de la commande des caméras et pouvant ainsi assurer la réalisation d'un programme audiovisuel ;
- un ensemble d'équipements permettant le routage, le *monitoring* et la mesure des signaux ;
- un « retour » télédistribution image/son pour l'ensemble des programmes audiovisuels s'affichant via une mosaïque image ;
- un accès au mode secours des différentes productions

- un ensemble d'équipements permettant la supervision des flux des programmes de la RCP ;
- un ensemble d'équipements permettant de superviser les équipements audiovisuels et d'effectuer les investigations de maintenance nécessaires sur la salle technique centrale (STC).

#### 2.4.1.c Régie broadcast

La régie broadcast est utilisée pour la réalisation de programmes audiovisuels broadcast destinés à une diffusion en direct ou enregistrés lors de réunions ou de conférences.

La régie broadcast possède plusieurs postes de travail :

- deux pour la commande des caméras ;
- un pour le synthétiseur d'écriture ;
- un pour le mélangeur équipé d'un *DVE* ;
- un pour un assistant à la réalisation ;
- un pour le contrôle vision des caméras ;
- un pour le mixage audio ;
- Le local « Langage des Signes ».

#### 2.4.2 Objectifs fonctionnels

Les réunions des commissions et autres organes institutionnels de l'Assemblée nationale représentent l'activité principale des salles. Ces dernières fonctionnent de manière autonome, mais sont couplées à la RCP dès lors que le programme doit être diffusé ou enregistré ; l'enregistrement de l'audio seul ne nécessite pas de couplage car chaque salle est équipée de moyens d'enregistrement audio propres.

Différents modes de fonctionnement sont disponibles pour la réalisation des programmes.

Les modes d'exploitation en salle ont été élaborés en fonction des exigences du travail parlementaire. Les besoins fonctionnels dans les salles et en Régie Centrale de Production dépendent directement des modes d'exploitation et peuvent évoluer pendant la durée de l'accord-cadre.

Un document récapitulatif des modes d'exploitation est fourni en annexe du présent CCTP.

L'ensemble des modes d'exploitation sont activables depuis les salles sur une tablette.

##### 2.4.2.a Modes ne requérant aucune présence en RCP :

Ci-dessous, le terme « agent » se réfère au personnel de l'Assemblée nationale faisant partie du service organisateur de la réunion.

###### Mode « repos »

---

Le mode « repos » est le mode de la salle lorsqu'elle n'est pas en utilisation. Des utilisateurs peuvent accéder à la salle et utiliser le système de conférence sans préparation.

- les participants gèrent l'ouverture et la fermeture des micros pour la sonorisation de la salle. Ils peuvent, à leur initiative, enregistrer les débats sur les enregistreurs à carte SD / USB disponibles en salle ;
- les participants ne peuvent pas projeter des visuels depuis un ordinateur ;
- l'enregistrement audio en salle est actif ;
- les boîtiers de presse n'ont pas de son ;
- aucun enregistrement n'est effectué de manière automatique ;
- les caméras sont mises à la verticale et désactivées ;
- aucun archivage n'est effectué ;
- le signal audio n'est pas diffusé, y compris vers la RCP.

#### Mode « réunion »

---

- L'agent ouvre la salle et sélectionne le mode d'exploitation sur l'interface et suit le bon fonctionnement de la réunion en salle ;
- l'agent s'assure que le système de conférence audio est fonctionnel
- il lance et contrôle l'enregistrement audio sur deux enregistreurs de carte SD / USB situés dans le local technique de la salle ;
- les boîtiers de presse et l'enregistrement audio en salle sont actifs ;
- un enregistrement audio secours est effectué de manière automatique sur les enregistreurs situés en local technique ;
- aucun archivage n'est effectué ;
- le signal audio n'est pas diffusé ;
- les participants peuvent projeter des visuels depuis un ordinateur ;
- les caméras sont désactivées. Se référer au document « Modes d'opération des salles techniques » fourni en annexe.

#### Mode « huis clos »

---

- L'agent ouvre la salle, il sélectionne le mode d'exploitation sur l'interface de pilotage dédiée ;
- les participants gèrent l'ouverture et la fermeture des micros pour la sonorisation de la salle. Ils peuvent, à leur initiative, enregistrer les débats sur les enregistreurs à carte SD / USB disponibles en salle. Les participants peuvent également projeter des visuels depuis un ordinateur ;
- l'enregistrement audio en salle est actif ;
- aucun enregistrement n'est effectué de manière automatique ;
- les boîtiers de presse n'ont pas de son ;
- les caméras sont mises à la verticale et désactivées ;
- aucun archivage n'est effectué ;
- le signal audio n'est pas diffusé, y compris vers la RCP.

Se référer au document « Modes d'opération des salles techniques » fourni en annexe.

#### Mode « archivage vidéo »

---

- L'agent ouvre la salle, sélectionne le mode d'exploitation sur l'interface et suit le bon fonctionnement de la réunion en salle de commission.
- L'agent s'assure que le système de conférence audio est fonctionnel ;
- Il lance et contrôle l'enregistrement audio sur deux enregistreurs de carte SD / USB situés dans le local technique de la salle ;
- Les boîtiers de presse et l'enregistrement audio en salle sont actifs ;
- Les caméras sont actives et commutées automatiquement ;
- L'enregistrement vidéo au Nodal est actif ;
- Le programme n'est pas diffusé.

Se référer au document « Modes d'opération des salles techniques » fourni en annexe.

### 2.4.2.b Mode requérant une présence en RCP :

#### Mode « diffusion vidéo »

---

- L'agent ouvre la salle, sélectionne le mode d'exploitation sur l'interface et suit le bon fonctionnement de la réunion en salle de commission ;
- l'agent s'assure que le système de conférence audio est fonctionnel ;
- il lance et contrôle l'enregistrement audio sur deux enregistreurs de carte SD / USB situés dans local technique de la salle ;
- l'enregistrement audio en local technique est actif ;
- les boîtiers de presse diffusent du son ;
- les caméras sont actives et commutées automatiquement ;

- l'enregistrement vidéo au Nodal est actif ;
- le programme est diffusé.

NB : Dans le cas d'une visioconférence, même non diffusée, ce mode sera toutefois utilisé.

#### Modes de fonctionnement de la régie broadcast

---

La RCP permet seulement la réalisation des programmes audiovisuels haute définition (HD) de qualité standard pour l'institutionnel. Dans le cadre d'une recherche d'une qualité supérieure et/ou d'une meilleure compatibilité avec la diffusion pour les chaînes TV, la régie broadcast assure une qualité d'image et de son supérieure accompagnée d'une réalisation professionnelle. La régie broadcast permet également de disposer d'une capacité de production nettement supérieure car il est en mesure de traiter simultanément pour le programme davantage de sources audio et vidéo et de procéder à des traitements plus complexes : traductions simultanées, microphones HF, titrages, visioconférences, duplex, etc.

#### 2.4.2.c Enregistrement des programmes

Les différents programmes audiovisuels sont enregistrés sur les serveurs du nodal. Un poste client MAM permet depuis la RCP de gérer les enregistrements.

##### Remarque :

Les réalisations des programmes audiovisuels de base issues du mode « automatique » en RCP ne requièrent pas systématiquement un opérateur, dès lors qu'un superviseur est présent en RCP pour contrôler l'ensemble des programmes audiovisuels. La réalisation peut toutefois être effectuée par un opérateur soit afin de garantir la qualité de production du programme de base soit pour réaliser un programme plus évolué comportant des sources spéciales à gérer au programme ou des traitements spécifiques (transitions mélangeurs, effet DVE, titrage, routage n-1 ou mixage audio, etc.).

#### 2.4.3 Programmes audiovisuels

Trois types de programmes font l'objet d'une production en RCP :

- De base - réalisation en RCP en mode « automatique » ;
- évolué - réalisation en RCP avec un opérateur (le mode « automatique » reste disponible) ;
- broadcast – réalisation en régie broadcast avec une équipe d'exploitants audiovisuels.

Le protocole de diffusion impose au départ de chaque type de programme la chronologie suivante :

- Mire barre + 1KHz - hors programme ;
- carton de début entre 15 minutes et quelques minutes avant le lancement du programme – durée minimale = 30 s :
  - ⇒ carton d'archivage dans le cas d'enregistrements
  - ⇒ carton de début dans le cas d'une diffusion en direct
- carton de suspension le cas échéant ;
- programme ;
- carton de fin – durée = 30 s.

Pour les réunions des commissions, les axes de prises de vue, la prise de son et toute autre disposition particulière sont validés par le Président de la commission concernée ou le responsable de la réunion, sur place, au coup par coup, et sont conformes aux dispositions du présent CCTP.

## 2.4.4 Profils et missions des exploitants susceptibles de faire l'objet de bons de commande et fonctions spécifiques à assurer pour ce groupe d'équipements

Le tableau suivant décrit à titre indicatif différentes compositions des programmes audiovisuels dits « de base », « évolués » et « broadcast », avec les moyens humains et matériels susceptibles d'être mis en œuvre, les modes de fonctionnement utilisés et le niveau de qualité qui caractérise ces programmes :

### Modes de fonctionnement en Régie Centrale de Production

Type de programme		Base	Évolué	Broadcast
Moyens mis en œuvre		Régie RCP		Régie broadcast
		---	1 poste de travail en RCP	Régie 8 postes de travail
Mode de fonctionnement		Automatique	Manuel ou Automatique + manuel	Manuel
Effectifs →		1 superviseur jusqu'à 4 salles en même temps	1 ou plusieurs opérateurs	Équipe audio-vidéo
Vidéo	Réalisation	Commutations automatiques	Manuel avec effets	Manuel avec effets
	Caméras	Réglages par défaut	Ajustement cadrage	- Cadrage - Colorimétrie
	Multimédia	Avec effet ou PIP	Avec effet ou PIP	Avec effet ou PIP
	Titres		Incrustation des titres	Incrustation des titres
	Visioconférence		Avec effet ou PIP	Avec effet ou PIP
	Extérieur duplex			Avec effet ou PIP
	Visioconférence + Extérieur duplex			Avec effet ou PIP
	Double visioconférence / Multiplex			Avec effet ou PIP
Audio	Mixage	Réglages par défaut	Mixage manuel	Mixage manuel
	Sonorisation	Réglages par défaut	Sonorisation manuelle	Sonorisation manuelle
	Micros HF		Sonorisation / Mixage manuel	Mixage manuel
	Traduction		- Réglages par défaut - Gestion n-1	- Gestion interprètes - Mixage manuel
	Visioconférence			- Mixage - Gestion n-1
	Extérieur duplex			
	Visioconférence + Extérieur duplex			
	Multiplex			
Qualité		Standard (institutionnel)		Haute qualité

#### 2.4.4.a Exploitations en RCP

Seul le mode diffusion vidéo nécessite la présence de personnels d'exploitation en RCP. Il est toutefois le mode le plus couramment utilisé. A titre indicatif, il peut faire l'objet d'une trentaine de réunions par semaine en moyenne.

Ce mode peut faire l'objet d'une réalisation entièrement automatisée. Dans ce cas, la présence du superviseur (voir Partie III, 10.) est la seule requise dans l'essentiel des cas.

NB : cette prestation de supervision sera normalement assurée par l'équipe interne en journée ; en cas de pics d'activité, la présence de deux superviseurs peut être nécessaire, ce cas de figure est fréquent les mercredis.

A noter que le mode diffusion vidéo implique la présence :

- En cas d'interprétation, d'un chef opérateur son et éventuellement d'un opérateur son (voir partie III, 3.) dans le local technique attendant à la salle concernée pour réaliser le mix antenne et les enregistrements ;
- en cas de visioconférence, d'un technicien multimédia en RCP (voir partie III, 11.).

En cas de réunions particulièrement sensibles sans visioconférence, il peut également être fait appel à un cadreur (voir partie III, 7.) pour assurer une exploitation manuelle ou reprendre si besoin la réalisation automatique.

Le lancement des réunions étant généralement assuré par les usagers des salles, une assistance technique à l'exploitation en salle ou au démarrage des salles en régie peut être requise. Outre les prestations d'exploitation décrites ci-dessus, cette assistance technique peut donc faire l'objet de bons de commande spécifiques, une même commande pouvant comporter plusieurs assistances dans différentes salles de plusieurs des groupes d'équipements (voir Partie III, 13.).

#### 2.4.4.b Exploitations en régie broadcast de la RCP

Les profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes sont les suivants : un à deux cadreurs, un metteur en image et le cas échéant un chef d'équipement et / ou un opérateur synthé et / ou un chef opérateur du son.

Les fonctions à assurer sur cet équipement sont similaires à celles décrites aux 2.3.2 à 2.3.4 de la présente partie (groupe régie vidéo de l'Hémicycle) et leur répartition entre les différents membres de l'équipe en fonction des configurations de celle-ci appellent le même avertissement que celui mentionné au 2.3.5.

Il est à noter également qu'un certain nombre de séances se tiennent en salle Lamartine au lieu de l'Hémicycle. Chacune de ces séances font l'objet d'une production depuis la régie broadcast RCP et non en mode automatique depuis la régie.

### 2.5 SALLE DE COMMISSION 6242 – GROUPE 5

Ce groupe d'installations faisait partie de la Régie Mutualisée, la production de cette salle est maintenant assurée en régie central de production (RCP) même si elle ne dépend pas du périmètre RCP. Ses moyens techniques sont par ailleurs indépendants de la RCP mais elle bénéficie néanmoins des équipements communs de la régie, elle peut notamment faire l'objet de réunions avec visioconférence, dans ce cas précis c'est le superviseur de la régie RCP qui gère l'affectation du système de visioconférence au poste de production ainsi que la connexion à la réunion en visioconférence. La Régie Mutualisée permettait auparavant d'exploiter 5 salles. Ces salles ont progressivement été rénovées et rattachées à la RCP et à ses fonctionnalités particulières. Il est à noter qu'il n'est pas prévu pour le moment que la salle 6242 fasse l'objet d'une rénovation.

La salle 6242 est autonome et dispose d'un local technique attenant. Elle est équipée d'un système de conférence, d'un système de sonorisation local et de moyens de diffusion audiovisuels.

### 2.5.1 Entités fonctionnelles concernées

La régie RCP possède 1 poste de travail dédié à la production des réunions qui se tiennent en salle 6242.

Celui-ci est composé des éléments suivants :

- Une commande pour les 6 caméras télécommandées de la salle dédiée au cadre et au réglage du signal vidéo des caméras ;
- un mélangeur permettant de commuter les sources au programme
- une grille de commutation audio-vidéo destinée au secours ;
- une console audio servant à ajuster le niveau sonore du programme ;
- 1 ensemble de contrôle multimédia pour l'image et pour le son.

Remarque 1 : l'audio est fourni par le système de conférence de la salle.

Remarque 2 : un mélangeur vidéo de secours est disponible.

La salle technique de la RCP attenante à la régie héberge l'ensemble des équipements propres au poste permettant de réaliser cette production.

### 2.5.2 Objectifs fonctionnels

Les réunions de commission représentent l'activité principale de la salle 6242, à l'instar des salles rattachées à la RCP.

Les captations audiovisuelles et leurs enregistrements sur disque dur sont gérés par le personnel en charge de la production de cette salle. Les signaux des programmes, tous natifs SD 16/9, sont diffusés directement vers le nodal qui, après insertion d'un logo, les enregistre sur serveurs puis les commute vers la plateforme de la Direction des Systèmes d'Information de l'Assemblée nationale (DSI), vers la télédistribution et le cas échéant vers des chaînes TV.

Les différents programmes de base sont enregistrés sur :

- Serveurs du nodal ;
- cartes flash MP3 (secours audio) ;
- carte SD (secours vidéo) ;

Différents modes de fonctionnement sont disponibles pour la réalisation des programmes en 6242 : huis clos, manuel et automatique. Cette régie permet également la tenue de réunions en visioconférence.

#### **Fonctionnement en modes « interruptions » et « huis clos »**

Ces modes de fonctionnement sont enclenchés directement par les utilisateurs en salle et cette dernière est alors seulement sonorisée, sans aucun enregistrement. Les personnels du titulaire sont tenus de quitter la salle et de ne pratiquer aucune captation audiovisuelle.

#### **Fonctionnement en mode « manuel »**

Ce mode de fonctionnement nécessite, en régie et à chaque poste de pilotage, un opérateur afin d'assurer l'exploitation audiovisuelle et la réalisation du programme.

#### **Fonctionnement en mode « automatique »**

Ce mode de fonctionnement est enclenché par le personnel de l'Assemblée nationale en salle. Dans ce cas, la captation audiovisuelle et l'enregistrement s'exécutent automatiquement dans la régie. Les 2 postes de travail de la régie sont alors autonomes et peuvent fonctionner simultanément sans opérateur. À noter que l'enclenchement de ce mode n'empêche aucunement la possibilité d'agir manuellement sur les commandes.

### **2.5.3 Programme audiovisuel**

Le protocole de diffusion impose en départ programme la chronologie suivante :

- Mire barre + 1KHz - hors programme ;
- carton de début – durée = 30 s, avant le lancement du programme :
  - ⇒ carton d’archivage dans le cas d’enregistrements
  - carton de début dans le cas d’une diffusion en direct
- programme ;
- carton de suspension le cas échéant
- carton de fin – durée = 30 s.

Chaque programme est élaboré à partir des 6 caméras implantées dans la salle et gérées par l’opérateur et/ou par l’automate.

Pour les réunions des commissions, les axes de prises de vue, la prise de son et toute autre disposition particulière sont validés par le Président de la commission concernée ou le responsable de la réunion, sur place, au coup par coup, et sont conformes aux dispositions du présent CCTP.

### **2.5.4 Fonctions spécifiques à assurer et profils susceptibles de faire l’objet de bons de commande**

Les exploitants du titulaire peuvent avoir à assurer :

- La réalisation du programme audiovisuel de base destiné à une diffusion en direct ou enregistré localement avec leur enregistrement, incluant le démarrage, les tests de bon fonctionnement, les ajustements audio et l’éventuelle insertion de médias (technicien multimédia) ;
- En parallèle, une maintenance corrective de niveau 1 en dehors des horaires de présence de l’équipe interne de maintenance et dans le seul but d’assurer la continuité de l’exploitation (technicien multimédia avec compétences de maintenance de niveau 1, voir partie III, 12.).
- L’assistance technique aux usagers en salle ou au démarrage des salles, en régie ou en salle (voir partie III, 13.).

NB : du fait de la configuration, la réalisation des programmes audiovisuels en 6242 requière un technicien multimédia (voir partie III, 11.) afin de garantir la qualité de la production. Les opérateurs recourent toutefois au mode « automatique » qui fonctionne comme une assistance à la réalisation et se limitent à des retouches de cadrage et ajustements audio, outre l’éventuelle insertion de médias.

## **2.6 SALLE VICTOR HUGO – GROUPE 6**

### **2.6.1 Entités fonctionnelles concernées**

Les entités concernées par ce groupe sont les suivantes :

- La salle Victor Hugo et sa mezzanine ;
- la régie de sonorisation ;
- la régie vidéo, bien que la salle ne soit pas équipée de système de captation vidéo, une régie permet d’accueillir le matériel nécessaire à la réalisation d’une captation ;
- trois cabines d’interprétation permettant la réalisation d’interprétations jusqu’à 4 langues ;
- la cabine de projection.

### **2.6.2 Objectifs fonctionnels**

Les réunions et conférences représentent l’activité principale de la salle Victor Hugo. L’exploitation de cette salle est principalement assurée par l’équipe interne de l’Assemblée nationale.

À la demande de l’Assemblée nationale, le titulaire est toutefois susceptible d’assurer ponctuellement :

- La captation audio, l’enregistrement et la sonorisation ;

- les diffusions sonores spécifiques (traduction et malentendants) ;
- les interprétations simultanées à partir des cabines fixes et mobiles ;
- la projection de documents multimédia ;
- la projection audiovisuelle avec diffusion sonore ;
- l'assistance à la projection cinéma et la diffusion sonore haute qualité (à titre indicatif, le système actuel est un *Trinnov*) ;
- la captation audiovisuelle par régie vidéo mobile et la diffusion du programme.

Les différentes configurations d'exploitation possibles sont :

- Sonorisation de conférences avec ou sans enregistrement ;
- sonorisation de conférences avec ou sans enregistrement et projection de documents multimédia ;
- interprétations simultanées à partir de cabines fixes et mobiles ;
- projection de documents multimédia ;
- projection audiovisuelle en/hors conférence ;
- projection cinéma en/hors conférence.

### **2.6.3 Principales fonctions à assurer et profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes**

Les fonctions à assurer concernent l'installation et l'agencement des équipements en salles, la configuration des équipements, les tests de bon fonctionnement, puis l'exploitation des installations audiovisuelles.

#### **2.6.3.a Salle Victor Hugo**

- Installation et exploitation des équipements audiovisuels en salle (postes de conférence, microphones HF, enceintes de sonorisation, moniteurs vidéo, postes multimédia, récepteurs infra-rouge *etc.*) ;
- assistance technique sur des opérations de captation audiovisuelle par régie vidéo mobile ;
- diffusion vers le nodal ou tout autre point d'un programme audiovisuel (productions vidéo *ENG* ou *EPF*).

#### **2.6.3.b Cabine de projection**

- Projection de documents multimédia (sonore ou non) ;
- projection audiovisuelle avec une diffusion sonore en mode stéréo ;
- projection cinéma DCP : assistance technique et exploitation de la partie audio (en mode 5.1+HI ou 7.1) à l'occasion d'une prestation utilisant un projecteur cinéma HD, 2K ou 4K ;

#### **2.6.3.c Régie de sonorisation Victor Hugo et cabines d'interprétations simultanées**

Gestion et exploitation des systèmes suivants :

- 1 système de conférence audio (prise de son et interprétations simultanées de 3 langues)
- 1 ensemble d'enregistrements audio du programme de la salle.

#### **2.6.3.d Simultanéité de fonctionnement**

Les entités fonctionnelles mentionnées ci-dessus peuvent être mises en œuvre simultanément ou séparément, sachant que la composition de chacune des prestations peut elle-même être mise en œuvre en totalité ou en partie en fonction des demandes particulières.

Les profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes sur ce groupe d'équipements sont les suivants :

- Technicien d'assistance en salle/de démarrage de la salle (voir partie III, 13.) ;
- opérateur du son ou chef opérateur du son (voir partie III, 3. et 4.) : sur ce groupe d'équipements, ce profil peut être amené à gérer l'exploitation simple d'équipements multimédias ;
- technicien multimédia (voir partie III, 11.) : sur ce groupe d'équipements, ce technicien peut être amené à gérer l'exploitation simple de systèmes audio ;
- technicien spécialisé en son cinéma (à l'occasion de projections en qualité cinéma assurées par un autre prestataire extérieur) : voir partie III, 16 ;
- technicien projectionniste de films numériques : voir partie III, 17 et 18.

## 2.7 SALLES DIVERSES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – GROUPE 7

### 2.7.1 Entités fonctionnelles concernées

Ci-dessous la liste des salles de ce groupe précisant les fonctionnalités audiovisuelles de celles-ci :

Salle	Lieu	Audiocon f.	Enr. Audio	Vidéo proj.	Visio	Captation vidéo	Interprétation
Salle Colbert	PBO	X	X	X			X
Salle 4088	Olympe deG.	X	X	X	X	X	
Salle 4085	Olympe deG.	X	X	X			
Salle Aguesseau	PBO	X	X	X	X	X	
Salle Verrière	PBO	X	X	X	X	X	
Salle 6217	PBO	X	X	X			
Salle 6549	PBO	X	X			X	
Salle 6550	PBO	X	X				
Salle 6566	PBO	X	X		X		
Salle 6634	PBO	X	X				
1er bureau	PBO	X	X	X	X		
3ème bureau	PBO	X	X	X	X		
4ème bureau	PBO	X	X	X	X		
5ème bureau	PBO	X	X	X	X		
7ème bureau	PBO	X	X	X	X		
8ème bureau	PBO	X	X	X	X		
9ème bureau	PBO	X	X	X	X		
Salle 7042	103 RU	X	X	X	X		
Salle 7044	103 RU	X	X	X	X		
Salle 1	95 RU		X				
Salle 2	95 RU		X				
Salle n°1	3 RAB	X	X	X			
Salle n°2	3 RAB	X	X				
Salle Mars 1	101 RU	X	X	X	X		
Salle Mars 2	101 RU	X	X	X			
Salle Gabriel	101 RU	X	X				
Salle Visconti	101 RU	X	X				
Salle Mansart	101 RU	X	X				
Salle de la Questure	PBO	X	X	X			
Salle 7070	103 RU	X	X	X	X		

## **2.7.2 Objectifs fonctionnels et profils susceptibles de faire l'objet de bons de commandes**

Ces salles sont équipées de systèmes de conférences, certains pouvant être rattachés à des équipements mobiles de visioconférence gérés par le service des systèmes d'information.

Les salles 4088, Aguesseau, Verrière, et 6549 sont équipées d'un système de captation, automatique pour certaines ; les 3 premières salles permettent une diffusion vers le nodal.

La salle Colbert est équipée d'un système d'interprétation.

Les utilisateurs de ces salles sont en principe autonomes. En principe, seules des commandes très ponctuelles de prestations d'interprétations (chef opérateur son ou opérateur son), d'assistance technique (voir partie III, 13.) ou de maintenance de niveau 1 et 2 (voir partie III, 14.) pourraient conduire les personnels du titulaire à intervenir sur ce groupe d'équipements.

## **2.8 SALLES DE PRESSE - GROUPE 8**

Les différentes salles à destination des organes de presse sont équipées de dispositifs techniques permettant la distribution de signaux audiovisuels provenant des productions en cours à l'Assemblée nationale. Elles offrent également la mise à disposition d'interfaces raccordées au nodal, il est ainsi possible que les signaux des utilisateurs puissent être éventuellement exploités ou renvoyés vers d'autres destinations.

Le personnel qui interagit avec ces espaces est principalement celui en poste au nodal. Par ailleurs, seules des commandes très ponctuelles d'assistance technique (voir partie III, 13.) ou de maintenance de niveau 1 et 2 (voir partie III, 14.) pourraient conduire les personnels du titulaire à intervenir sur ce groupe d'équipements.

## **2.9 HÔTEL DE LASSAY / GALERIE DES FÊTES - GROUPE 9**

La galerie des fêtes se situe à l'Hôtel de Lassay. Cette salle accueille régulièrement des événements organisés par la présidence de l'Assemblée nationale. Ces événements peuvent faire l'objet de prestations de sonorisations réalisées par les équipes internes, et plus rarement de captations audiovisuelles faisant l'objet d'un marché spécifique. Pour acheminer jusqu'au nodal les signaux audio et vidéo correspondant à ce dernier type de prestations, une interface Riedel MediorNet est présente dans cette salle.

Le personnel du présent marché amené à interagir avec les équipes techniques opérant sur ce périmètre est celui en poste au nodal. Néanmoins des commandes très ponctuelles d'assistance technique (voir partie III, 13.) ou de maintenance de niveau 1 et 2 (voir partie III, 14.) pourraient conduire les personnels du titulaire à intervenir sur ce groupe d'équipements.

## **2.10 GROUPES 10 ET 11**

Aucune intervention du titulaire n'est en principe prévue sur ces groupes qui ne relèvent pas du champ de compétence du département audiovisuel de la DAIP. A titre exceptionnel, des prestataires du titulaire dont les profils sont définis dans la partie III pourraient être conduits, sur bon de commande, à intervenir sur ces groupes d'équipements.

## **2.11 PRESTATIONS TRANSVERSES**

L'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'assurer des prestations transverses, ne concernant aucun groupe (événementiel, à titre exceptionnel) ou pouvant concerner n'importe lequel des groupes pour des besoins spécifiques (câblage, assistance technique, maintenance ponctuelle).

En ce qui concerne l'événementiel, il peut notamment s'agir des prestations suivantes :

- Configuration du système de sonorisation adaptée à l'évènement ;
- installations complémentaires et temporaires pour la traduction simultanée ou les malentendants ;
- projection d'un programme audiovisuel à partir d'un équipement à installer pour la circonstance ;
- diffusion d'un programme audiovisuel en provenance du nodal ;
- assistance technique à un prestataire extérieur dans le cas d'une projection cinéma ;
- enregistrement et copies sur serveurs, cartes SD, clés USB et tout autre système ;
- montage audio-vidéo.

Il est rappelé que les prestations événementielles font l'objet d'un marché distinct du présent accord-cadre.

Des prestations de cadrage avec équipements mobiles de captation peuvent aussi être commandées exceptionnellement pour le service de la Communication et de l'information multimédia en renfort de sa propre équipe (profil cadreur). Dans ce cas, le cadreur doit avoir un profil JRI et être en capacité d'installer son matériel, d'assurer les ajustements audio, etc. Cette spécificité sera, le cas échéant, explicitement mentionnée dans le bon de commande.

## PARTIE III : PRESTATIONS ET PROFILS DES PERSONNELS SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET DE BONS DE COMMANDES

Pour rappel, les prestations demandées ci-dessous correspondent à :

- des créneaux de 8 heures les jours ouvrés (les jours ouvrés sont entendus ici du lundi au samedi inclus ; le créneau de 8 heures ne comprend pas le temps de repas, et, le cas échéant, de préparation) ;
- des créneaux de 8 heures d'exploitation dimanches et jours fériés (le créneau de 8 heures ne comprend pas le temps de repas, et, le cas échéant, de préparation) ;
- des heures complémentaires de jour entre 6 heures du matin et minuit ;
- des heures complémentaires de nuit entre minuit et 6 heures du matin.

Le temps de préparation inclut le démarrage, les tests et, le cas échéant, le réglage des matériels utilisés.

Pour chaque catégorie de personnel susceptible de faire l'objet de bons de commandes, les principales fonctions à assurer sont décrites ci-dessous. Lorsqu'un même profil est susceptible d'être commandé pour plusieurs groupes d'équipements, se reporter à la partie II pour connaître, pour ce profil, les éventuelles fonctions à assurer spécifiques à tel ou tel groupe d'équipements.

Les prestations décrites relèvent pour l'essentiel de l'exploitation. Toutefois, certaines d'entre elles impliquent des compétences de maintenance. Le référentiel suivant précise les compétences requises en la matière :

<b>Niveau 1 – Exécution simple.</b>
<p>Actions, réglages simples audio-vidéo-informatiques nécessaires à l'exploitation et réalisés sur des éléments facilement accessibles sans aucun démontage/ouverture d'équipement ou échanges d'éléments consommables/accessoires accessibles en toute sécurité.</p> <p>Ce type d'action peut être effectué par les opérateurs ou techniciens d'exploitation habilités avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés à l'équipement et à l'aide d'instructions d'utilisation.</p>
<b>Niveau 2 – Diagnostic élémentaire.</b>
<p>Actions, dépannages audio-vidéo-informatiques par échange standard qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés à l'équipement ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple.</p> <p>Ce type d'action est effectué par un personnel de maintenance qualifié avec les procédures détaillées et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance.</p> <p>Le niveau 2 de maintenance est très souvent associé à la maintenance préventive systématique et à la maintenance corrective palliative.</p>
<b>Niveau 3 – Maintenance corrective et préventive avancée, évolutive.</b>
<p>Opérations audio-vidéo-informatiques qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes : identification et diagnostic des pannes, réparations par échanges de cartes électroniques ou composants, réaligement complet de systèmes audiovisuels...</p> <p>Gestion des incidents en production ou en régie.</p> <p>Coordination des maintenances planifiées avec les fournisseurs.</p>

<p>Maîtrise des workflows numériques.</p> <p>Ce type d'opération est effectué par un technicien qualifié et spécialisé, à l'aide de procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.</p> <p>Le niveau 3 de maintenance est très souvent associé à la maintenance préventive complexe, à la maintenance corrective (palliative et curative) et à la maintenance évolutive.</p>
Niveau 4 – Maintenance experte.
<p>Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés : tous les travaux importants de maintenance préventive ou corrective à l'exception de la construction. Ce niveau comprend aussi la mesure et la vérification de l'étalonnage des appareils de mesures...</p> <p>Ce type d'opération est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes les instructions de maintenance générales ou particulières.</p>
Niveau 5 – Recherche et développement.
<p>Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels : rénovation ou reconstruction de systèmes audiovisuels, réparations ou modifications d'équipement complexes...</p> <p>Par définition, ce type d'opération est effectué par le constructeur ou par une société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur.</p>

NB : seuls les niveaux de maintenance 1 et 2 sont concernés par le présent CCTP.

## 1 - EXPLOITANT NODAL (TRAFIC-ENREGISTREMENT)

### 1.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER

Le nodal est une salle de contribution, de trafic, d'enregistrements, d'encodage et de supervision.

Les fonctions à assurer au sein du nodal sont les suivantes :

- Démarrage et tests de bon fonctionnement ;
- gestion, commutation et contrôle des sources audiovisuelles d'arrivée et de départ pour le nodal ;
- gestion, commutation et supervision des sources audiovisuelles d'arrivée et de départ pour les différentes entités de production de l'Assemblée nationale via le réseau MediorNet ;
- insertion et gestion des logos sur les programmes audiovisuels ;
- gestion, commutation et contrôle des signaux de service d'arrivée et de départ (gpi/o, réseau IT, etc.) ;
- gestion, commutation, contrôle des signaux d'arrivées et de départs lors de la retransmission des questions au Gouvernement par un tiers ;
- gestion des liaisons de contribution avec les opérateurs de télécommunication tel que *Globecast* ;
- contrôle et correction de toutes les arrivées et départs sur les liaisons extérieures permanentes (opérateurs de télécommunications, France Télévisions, Sénat, etc.) ;
- contrôle et supervision des dérouleurs de séance ;
- distribution des programmes audiovisuels à la plateforme de télédistribution de l'Assemblée nationale ;

- diffusion occasionnelle de médias vers les destinations internes ou externes à la demande de l'Assemblée nationale ;
- enregistrements et référencement des programmes des séances ou des réunions sur les serveurs ;
- enregistrements et référencement de programmes liés à l'évènementiel sur les serveurs ;
- enregistrement et copies sur magnétoscopes, serveurs, DVD, cartes SD, USB et tout autre système ;
- montage audio-vidéo ;
- gestion des inserts téléphoniques ;
- gestion de l'archivage local sur les serveurs ;
- encodage/transcodage des programmes audiovisuels sous forme de fichiers médias et contrôle qualité ;
- transfert quotidien par réseau des fichiers médias à la direction des systèmes d'information (DSI) (automatisé) ;
- montages correctifs image-son occasionnels sur les programmes audiovisuels à la demande de l'Assemblée nationale ;
- chargement occasionnel de fichiers média depuis un espace ftp du SSI pour relecture en bande de base depuis les serveurs ;
- surveillance et contrôle de la présence des programmes locaux sur les canaux de la télédistribution ;
- surveillance de l'encodage Internet-multimédia et contrôle sur Internet de la présence des programmes ;
- supervision de l'ensemble du réseau MediorNet assurant la transmission, la commutation et le traitement des signaux ;
- supervision des émetteurs-récepteurs optiques rattachés au nodal ;
- supervision du système d'intercommunication ;
- correspondance et coordination technique avec les interlocuteurs des différents points d'exploitation sur le site de l'Assemblée nationale ;
- correspondance et coordination technique avec les opérateurs de télécommunications, les sociétés de programmes et autres utilisateurs accrédités ;
- correspondance technique et coordination avec le département audiovisuel pour les opérations d'exploitation.

Les fonctions à assurer à l'extérieur du nodal sont les suivantes :

- Gestion, administration, supervision et aide au raccordement sur l'ensemble des bornes et boîtiers audiovisuels qui sont mis à disposition 24h/24 et 7j/7 des équipes de reportage TV ou de tout autre prestataire technique ;
- gestion, administration, configuration, installation, supervision et éventuellement aide au raccordement sur les unités de transmissions audio-vidéo portables qui sont mises à disposition du département audiovisuel ou de tout autre prestataire technique.

## **1.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Personnel disposant d'une solide formation en matière de contrôle des signaux audio-vidéo avec une expérience probante acquise sur des plateformes de contribution et la capacité à s'adapter rapidement à un environnement système complexe avec l'utilisation d'outils de supervision. De plus, les techniciens doivent posséder la pratique des équipements informatiques et être rompus à l'utilisation des systèmes tels que les réseaux Ethernet, les serveurs de médias, les différents formats de fichiers, etc.

## **2- EXPLOITANT NODAL (TRAFFIC-ENREGISTREMENT)** **AVEC COMPÉTENCES DE MAINTENANCE**

### **2.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Les fonctions à assurer sont les mêmes que celles décrites au 1.2 de la présente partie. En outre, l'opérateur doit être en mesure de mettre en place une solution de contournement ou de dépannage pour tout incident survenant pendant son activité aussi bien au nodal que dans la régie vidéo de l'Hémicycle afin de maintenir la continuité et la distribution du ou des programmes en cours de production. En cas d'incident majeur d'exploitation sur un autre groupe d'équipements, il peut éventuellement être sollicité en renfort (notamment par le superviseur de la RCP), si la situation lui permet de quitter temporairement son poste de travail (exemple d'une rupture complète d'exploitation dont l'origine ne se trouve pas au nodal).

### **2.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Pour ce profil, les mêmes compétences sont requises que pour le profil décrit au 1. de la présente partie, avec en plus la capacité de diagnostiquer d'éventuels incidents et de mettre en place les moyens de contournement adéquats à l'aide des outils à sa disposition afin d'assurer la continuité de la production. Sont donc requises des compétences de maintenance de niveau 1 sur l'ensemble des installations dont relève son poste d'exploitation. Des compétences de niveau 2 sur Riedel MediorNet sont également souhaitées.

### **2.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

Les personnels susceptibles d'être affectés à cette prestation dès la fin de la période de recouvrement entre les deux accords-cadres devront être formés pendant cette période (octobre 2025). La formation sera assurée par les personnels de l'Assemblée nationale et/ou de son prestataire actuel. Les personnels à former feront l'objet de cinq commandes au maximum pour cette formation (voir BPU), dans la limite de deux personnes (soit un total de dix commandes pour la formation à cette prestation). Pour le cas où cette période de formation de cinq jours par personne serait considérée comme insuffisante par l'Assemblée nationale, les personnels seraient mis à disposition par le titulaire pour assurer un éventuel complément de formation sans surcoût. Il appartient donc au titulaire de l'accord-cadre de sélectionner avec soin et de proposer à l'Assemblée nationale des profils en adéquation avec cette prestation. Le prestataire devant pouvoir répondre à toute commande passée par l'Assemblée nationale, il peut mettre à disposition, pour cette formation, des personnels supplémentaires, au début ou pendant toute la durée de l'accord-cadre, qui seront alors formés par les personnels de l'Assemblée nationale et/ou de son prestataire mais mis à disposition pour cette formation par le titulaire sans passation de commandes.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de demander un changement de personnel à l'issue de la première journée de formation, si la personne proposée ne lui semble pas correspondre au profil demandé.

## **3- OPÉRATEUR DU SON**

### **3.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Les prestations faisant l'objet de ce type de commandes se tiennent dans les salles équipées des groupes 3, 4, 6, 7. S'agissant du groupe 4, les régies se trouvent dans les locaux techniques adjacents aux salles concernées. Les principales prestations sur lesquelles l'opérateur son interviendra seront des interprétations non diffusées. Il assistera également le chef opérateur son sur les opérations sensibles qui se dérouleront en salle Lamartine et dont la production s'opérera depuis la régie broadcast RCP.

Ses tâches seront les suivantes :

- Installer et ranger les récepteurs infrarouge ;
- assister les interprètes ;
- réaliser les essais d'enregistrement et de diffusion infrarouge en présence des interprètes ;
- réaliser des mixages simples tels que ceux nécessaires lors des prestations d'interprétations non diffusées ;
- enregistrer le signal floor et les signaux de langues ;
- s'assurer de la qualité du signal fourni (langues) pour la visioconférence avec traduction le cas échéant ;
- déposer les enregistrements dans l'espace réseau de l'Assemblée nationale prévu à cet effet.

Il est à noter que la configuration du système d'interprétation se fera depuis la régie RCP. Celle des N-1 dépend de la technologie d'audioconférence des salles.

L'opérateur son pourrait par ailleurs être amené à intervenir très rarement au pupitre de la régie Hémicycle aux côtés de l'ingénieur du son en charge de la sonorisation de la séance. Son rôle serait alors de gérer l'ouverture et la fermeture des micros à chaque intervention d'un député.

Dans certaines configurations, il peut être amené à assurer en parallèle des exploitations multimédias simples (par exemple, projection de médias).

L'accomplissement à l'issue de l'exploitation des différentes missions liées à l'enregistrement et/ou au ramassage et au rangement des matériels ne pourra excéder une durée d'une heure, sauf validation préalable d'un responsable de l'Assemblée nationale.

### **3.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Opérateur son ayant l'expérience des consoles numériques et analogiques et dans un environnement broadcast et institutionnel prenant en charge de la traduction simultanée. Un très bon relationnel est également attendu.

## **4- CHEF OPÉRATEUR DU SON**

### **4.1 PRINCIPALES FONCTIONS A ASSURER**

Le poste de chef opérateur son interviendra sur les mêmes groupes de salle que celles décrites pour le poste d'opérateur du son.

Il occupe un rôle central et stratégique dans le dispositif de diffusion en direct. Il est responsable du mixage diffusé. Son intervention va bien au-delà du simple mixage, il a une maîtrise parfaite des installations techniques du site et est capable de déployer des dispositifs de contournement afin d'assurer une continuité de diffusion. Il sera force de proposition pour faire évoluer les configurations en production.

### **4.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Chef opérateur du son expérimenté (minimum 5 années) ayant l'expérience de l'exploitation et de la programmation des consoles analogiques et des consoles numériques complexes et des exploitations

faisant l'objet de diffusions télévisées prenant en charge de la traduction simultanée. Il doit également être capable de déterminer et mettre en place des équipements audio, complémentaires aux installations existantes ou de type événementiel. Il a une excellente réactivité face aux imprévus et devra, comme l'opérateur son, avoir un très bon relationnel.

## **5- RÉALISATEUR**

NB : ce profil ne fera l'objet de bons de commandes qu'à titre exceptionnel, pour des événements particuliers

### **5.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Mise en image de programmes de haute qualité. Mélange-trucage vidéo. Présence avant le début de l'exploitation pour vérifier le bon fonctionnement des équipements et systèmes de secours. Le réalisateur est responsable du programme mis à l'antenne.

### **5.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Réalisateur confirmé ayant à l'esprit le caractère institutionnel et la sensibilité des lieux et faisant preuve d'une neutralité politique absolue dans ses choix de réalisation.

## **6- METTEUR EN IMAGE (CTR)**

### **6.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Mise en image du programme. Mélange-trucage vidéo. Dans certaines configurations, déclenchement de pages préenregistrées du générateur de caractères. Présence avant le début de l'exploitation pour vérifier le bon fonctionnement des équipements et des systèmes de secours. Le metteur en images est responsable du programme mis à l'antenne.

### **6.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Metteur en image confirmé ayant à l'esprit le caractère institutionnel et la sensibilité des débats et faisant preuve d'une neutralité politique absolue dans ses choix de réalisation.

## **7- CADREUR**

### **7.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

En amont de l'exploitation, assurer le démarrage, la configuration, les tests de bon fonctionnement des équipements. Pendant l'exploitation, assurer le pilotage des caméras (cadrage, mise au point optique). Préparer les cadres avant diffusion (prise de vue).

Exploitation manuelle ou correction de la réalisation automatique à partir d'un pupitre de l'une des régies. Ponctuellement, lors d'exploitations standard, il pourra être demandé à ce cadreur d'effectuer des reprises de cadres pour la réalisation automatique.

Ce technicien devra s'assurer en permanence de la qualité du signal et de la mise en image du programme (pouvant intégrer des documents projetés).

Pour mémoire :

- Lors d'exploitations dans la régie vidéo de l'Hémicycle ou dans la régie broadcast de la RCP, le cadreur est présent en amont pour travailler avec le chef d'équipement ;
- dans le cas d'une prestation de cadrage avec équipements de captation mobiles, il sera chargé de l'installation des équipements et du réglage audio.

## **7.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Exploitant ayant la maîtrise des systèmes de prise de vue avec pilotage de robotique (matériels aujourd'hui installés à titre indicatif : Vinten dans la régie vidéo de l'Hémicycle et Panasonic dans la régie centrale de production). Lorsque la commande le mentionne expressément, expérience des équipements utilisés par les JRI.

## **8- CHEF D'ÉQUIPEMENTS/INGÉNIEUR VISION**

### **8.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Avant le début de l'exploitation, tester la mise en service de tous les équipements permettant la réalisation d'une production, en particulier la qualité d'image des différentes caméras en fonction de l'éclairage.

Le temps de préparation du chef d'équipements est d'environ une heure avant le début de l'exploitation.

Assurer la qualité et l'homogénéité de l'image (colorimétrie) des différentes caméras. Déclencher les enregistrements présents localement. Contrôler la qualité des signaux transmis au nodal. Il est également responsable de l'équipe en place et sera donc l'interlocuteur privilégié de l'Assemblée nationale pour tout incident ou passation de consigne relative au programme.

### **8.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Chef d'équipement confirmé ayant l'expérience de systèmes de captation professionnelle broadcast en régie fixe ou dans des cars-régie de télévision.

## **9- OPÉRATEUR DE SYNTHÉTISEUR D'ÉCRITURE**

### **9.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Préparer et mettre à jour, en respectant rigoureusement les consignes données par l'Assemblée nationale, les fichiers préenregistrés des générateurs de caractère principal et secours. Les transmettre au département audiovisuel pour vérification. Afficher les pages correspondant à la personne à l'antenne pendant la séance.

Cet exploitant pourra être commandé plusieurs heures en amont de l'exploitation en cas de besoins de mise à jour conséquents. Ponctuellement, des commandes isolées de toute exploitation pourront aussi avoir lieu lors de mises à jour massives à effectuer (exemple : à l'issue des élections législatives) ou en préparation d'événements.

## **9.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Opérateur de synthétiseur d'écriture confirmé, maîtrisant les matériels professionnels (matériels actuellement installés, à titre indicatif : synthétiseurs Ross Vidéo XPression).

## **10- SUPERVISEUR DE LA RÉGIE CENTRALE DE PRODUCTION**

### **10.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Le superviseur a pour rôle d'assurer la bonne qualité des programmes produits en RCP et de leur transmission vers le nodal, que la réalisation soit automatique ou assurée par un technicien d'exploitation. Il doit notamment :

- S'assurer du bon démarrage des salles avant le début de l'exploitation, en lien avec les personnels de l'équipe interne ou le cas échéant externe situés en salles et en fonction de la prestation demandée (réunion simple, visioconférence, traduction, etc. voir Partie II, tableau des différents modes de production) ;
- se coordonner avec l'exploitant du nodal pour vérifier la qualité des signaux transmis ;
- pendant toute la durée des exploitations, contrôler la qualité des productions ;
- en cas d'incident, pouvoir mettre en place des solutions de contournement pour assurer la continuité des productions ;
- s'assurer, le cas échéant, de la mise en œuvre des consignes de mise en image transmises par l'Assemblée nationale ;
- rédiger le rapport d'exploitation à l'issue de celle-ci et prévenir l'équipe du lendemain matin en cas d'incident majeur (voir partie I, 3.2.4.).

NB : un superviseur pourra avoir à superviser jusqu'à quatre salles simultanément. Il se tiendra informé de toutes les évolutions de la RCP, et pourra être amené à rester sur site en amont ou à la fin de la ou des exploitations dont il a la charge, en journée et dans la limite de la durée de la prestation commandée.

Cette prestation sera normalement assurée par l'équipe interne en journée. Elle fera donc l'objet de bons de commandes en cas de pics d'activité (fréquents les mardis, très fréquents les mercredis) et de réunions se tenant en soirée.

### **10.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Technicien audiovisuel d'exploitation ou de maintenance (un profil hybride est recommandé) de niveau 1 au minimum sur l'ensemble des systèmes de la RCP, un niveau 2 étant requis sur Riedel. De solides connaissances en audio, vidéo et audiovisuel sur IP (en particulier réseau Dante et SMPTE 2110) sont nécessaires. Ces points seront assez largement abordés et pourront faire l'objet, si besoin, d'une mise à niveau, pendant la formation prévue au 10.3 ci-dessous. Une expérience minimale de trois années en maintenance et exploitation de systèmes équivalents est requise. En effet, ce superviseur sera seul responsable de la continuité de l'exploitation des salles dont il aura la charge (jusqu'à quatre salles de la RCP).

## **10.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

Les personnels susceptibles d'être affectés à cette prestation dès la fin de la période de recouvrement entre les deux marchés devront être formés pendant cette période de recouvrement (octobre 2025). La formation sera assurée par les personnels de l'Assemblée nationale et/ou de son prestataire. Les personnels à former feront l'objet de huit commandes au maximum (voir BPU) pour cette formation, dans la limite de deux personnes (soit un total de seize commandes pour la formation à cette prestation). Pour le cas où cette période de formation de huit jours serait considérée comme insuffisante par l'Assemblée nationale, les personnels seront mis à disposition par le titulaire pour assurer un éventuel complément de formation sans surcoût. Il appartient donc au titulaire de l'accord-cadre de sélectionner avec soin et de proposer à l'Assemblée nationale des profils en adéquation avec cette prestation. Le prestataire devant pouvoir répondre à toute commande passée par l'Assemblée nationale, peut mettre à disposition, pour cette formation, des personnels supplémentaires, au début ou pendant toute la durée de l'accord-cadre, qui seront alors formés par les personnels de l'Assemblée nationale mais mis à disposition pour cette formation par le titulaire sans passation de commandes.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de demander un changement de personnel à l'issue de la première journée de formation, si la personne proposée ne lui semble pas correspondre au profil demandé.

## **11- TECHNICIEN MULTIMÉDIA**

### **11.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Les missions sont les mêmes que celles décrites pour le cadreur au 7.1 de la présente partie, mais s'appliquent à des exploitations impliquant la production de plusieurs signaux.

Ce technicien devra s'assurer en permanence de la qualité des signaux audio et vidéo (avec ajustement des niveaux audio si besoin) transmis au programme et le cas échéant vers la plate-forme de visioconférence (double réalisation). Il peut avoir à intégrer des documents au programme.

En cas de commande impliquant avant ou après sa prestation destinée à la salle 6242 une prestation de cadrage sur un autre groupe d'équipement, y compris le groupe 3, il pourra être demandé à cet exploitant d'accomplir l'ensemble des prestations décrites au 7.1 de la présente partie.

### **11.2 PROFIL DU PERSONNEL**

En plus des compétences décrites au 7.2, ce technicien confirmé doit maîtriser l'utilisation d'un pupitre de mélangeur de type Atem Blackmagic et l'utilisation des différentes interfaces de pilotage liés au fonctionnement des salles (par exemple, console audio TFRack, XPanel Crestron, interface du système de conférence).

## **12- TECHNICIEN MULTIMÉDIA AVEC COMPÉTENCES DE MAINTENANCE SUR LA SALLE 6242**

### **12.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Ce profil devra assurer les mêmes fonctions que le technicien multimédia pour la salle 6242. En outre, il devra pouvoir, en cas d'incident entraînant une rupture ou une dégradation de l'exploitation, mettre en

œuvre des solutions de contournement ou de maintenance de niveau 1 afin d'assurer la continuité de l'exploitation.

Cette prestation fera l'objet de bons de commandes ponctuellement en cas de réunions se tenant dans la salle 6242 en dehors des horaires de présence de l'équipe interne de maintenance (soirs, et très exceptionnellement week-ends ou jours fériés).

En cas de commande impliquant avant ou après la prestation destinée à la salle 6242 une prestation sur un autre groupe d'équipement, y compris le groupe 3, il pourra être demandé à cet exploitant d'accomplir l'ensemble des prestations décrites aux 7.1 et aux 11.1 de la présente partie.

## **12.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Le profil requis est similaire à celui décrit au 11.2 de la présente partie, avec en outre de solides connaissances en audio, vidéo et réseaux permettant d'assurer, en l'absence de l'équipe de maintenance, une maintenance de niveau 1 sur les équipements de la RM ou des salles qui lui sont rattachées. Une expérience minimale de 3 années en maintenance-exploitation de systèmes équivalents est requise.

## **12.3 DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

Les personnels susceptibles d'être affectés à cette prestation dès la fin de la période de recouvrement entre les deux accords-cadres devront être formés pendant cette période de recouvrement (octobre 2025). La formation sera assurée par les personnels de l'Assemblée nationale et/ou de son prestataire. Les personnels à former feront l'objet de deux commandes au maximum (voir BPU) pour cette formation, dans la limite de deux personnes (soit un total de quatre commandes pour la formation à cette prestation). Pour le cas où cette période de formation de deux jours serait considérée comme insuffisante par l'Assemblée nationale, les personnels seront mis à disposition par le titulaire pour assurer un éventuel complément de formation sans surcoût. Il appartient donc au titulaire de sélectionner avec soin et de proposer à l'Assemblée nationale des profils en adéquation avec cette prestation. Le prestataire devant pouvoir répondre à toute commande passée par l'Assemblée nationale, peut mettre à disposition, pour cette formation, des personnels supplémentaires, au début ou pendant toute la durée de l'accord-cadre, qui seront alors formés par les personnels de l'Assemblée nationale mais mis à disposition pour cette formation par le titulaire sans passation de commandes.

L'Assemblée nationale se réserve le droit de demander un changement de profil à l'issue de la première journée de formation, si la personne proposée ne lui semble pas correspondre au profil demandé.

# **13- TECHNICIEN D'ASSISTANCE EN SALLE / DE DÉMARRAGE DES SALLES/ DE MAINTENANCE DE NIVEAU 1**

## **13.1 PRINCIPALES FONCTIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ASSURÉES**

- Assistance à la mise en route quotidienne des salles en lien avec l'équipe interne : vérification du système de conférence et de sonorisation, des enregistreurs, du système de projection, le cas échéant, tests en vue d'une visioconférence ou vérification du bon fonctionnement des cabines de traduction et casques d'interprétation, installation temporaire de micros HF ;
- assistance aux usagers en salle ou à proximité de la salle : dépannage des usagers en cas de méconnaissance des installations et/ou de panne simple : sélection du mode d'exploitation, projection de documents multimédias, utilisation du vidéoprojecteur avec ou sans

visioconférence, routings des sources sur la grille multimédia, raccordement d'un ordinateur au système multimédia, aide à l'utilisation des Clickshare ou équivalent, distribution et entretien des casques infra-rouges, etc ;

- assistance ponctuelle des équipes internes pour la mise en place d'installations temporaires (consoles de mixage, cabines d'interprétation, etc.) ;
- soutien à l'exploitation dans les préparations techniques ;
- raccordement de divers équipements pour une exploitation temporaire ;
- apporter généralement une assistance technique au démarrage de l'exploitation des régies ;
- assurer seul la mise en service de systèmes audio de conférence (pose, dépose, mise en service des microphones) ;
- assurer occasionnellement des opérations d'exploitation simples et brèves (commutation de signal, lancement d'un système d'exploitation automatique, lancement de machines pour la diffusion audiovisuelle, copies d'enregistrement, etc.) ;
- aider les techniciens dans le cadre d'une maintenance de niveau 1 en cours d'exploitation ;
- suppléer temporairement un opérateur ou un technicien dans des opérations d'exploitation de base (défection du personnel exploitant, difficultés techniques, cas de force majeure, etc.)
- assister l'équipe interne dans toute opération de maintenance de niveau 1.

## **13.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Technicien de maintenance de niveau 1 (connaissance de base en audio, vidéo et informatique médias).

## **14- TECHNICIEN DE MAINTENANCE NIVEAU 1 ET 2**

### **14.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Assurer, sous la responsabilité et en collaboration avec l'équipe interne du département audiovisuel de l'Assemblée nationale, des opérations de maintenance de niveau 1 et 2 sur un ou plusieurs des groupes d'équipements décrits dans la partie II.

### **14.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Technicien expérimenté (5 ans d'expérience minimum en maintenance d'équipements audiovisuels comparables) avec de solides connaissances en audio, vidéo et informatique appliquée à l'audiovisuel.

NB : ce profil pourra faire l'objet de bons de commandes exceptionnellement, pour renforcer l'équipe interne

## **15- CÂBLEUR AUDIOVISUEL**

### **15.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Appui des équipes internes pour divers travaux de maintenance, principalement câblage (câbles audio-vidéo-réseau), étiquetage, réalisation de mesures, réparations courantes (réparations micros, soudures), etc.

### **15.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Câbleur audiovisuel ayant des compétences en soudure et étant capable d'effectuer des réparations courantes sur les matériels installés.

NB : ce profil pourra faire l'objet de bons de commandes très ponctuellement, en appui de l'équipe interne.

## **16- TECHNICIEN SPÉCIALISTE EN SON CINÉMA**

### **16.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

Assurer la prestation technique permettant la diffusion du son à partir de serveurs ou tout autre équipement audiovisuel à l'occasion de projections confiées à un prestataire tiers, qu'il est nécessaire d'accompagner tout au long de la prestation. Il doit assurer :

- Le réglage et l'équilibrage du son de la salle en coordination avec l'équipe technique du film projeté, le matériel de mesure nécessaire n'est pas fourni par l'Assemblée nationale et doit donc l'être par le titulaire du présent accord-cadre ;
- assurer la prestation technique de la diffusion sonore.

## **17- TECHNICIEN PROJECTIONNISTE**

### **17.1 PRINCIPALES FONCTIONS À ASSURER**

- Assurer la bonne diffusion des films et des contenus audiovisuels numériques, en garantissant la qualité de projection et le respect des normes techniques et de sécurité ;
- préparer, programmer, et lancer les séances en se référant aux éléments indiqués lors des essais préalables ;
- assurer le contrôle qualité de l'image, du son, et des sous-titres ;
- assurer le cas échéant la gestion du serveur et des KDM ;
- sonoriser le cas échéant des interventions en salle par l'intermédiaire de micros HF.

### **17.2 PROFIL DU PERSONNEL**

Technicien audiovisuel ayant une expérience en projection de films et de bonnes connaissances des équipements numériques de projection (Christie, Barco, Panasonic), il devra être à l'aise avec les formats DCP et les KDM, ainsi qu'avec les différents formats vidéo et audio (JPEG 2000, MXF, MKV, AVC, HEVC, PCM, Dolby, DTS...).

## **18- TECHNICIEN PROJECTIONNISTE AVEC COMPÉTENCES DE MAINTENANCE**

Comme le technicien projectionniste, il réalisera toutes les opérations liées à la projection. Il devra par ailleurs en cas d'incident entraînant une rupture ou une dégradation de l'exploitation, mettre en œuvre des solutions de contournement afin d'assurer la continuité de la projection.

Cette prestation fera l'objet de bons de commandes en cas d'absence du service interne de maintenance audiovisuelle.

## PARTIE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les candidats sont invités à décrire précisément dans leur mémoire technique, les dispositions qu'ils envisagent de prendre pour la mise en œuvre des 1. et 2. ci-dessous, conformément au règlement de la consultation.

### 1 - PÉRIODE DE RECOUVREMENT

Dans le cadre du marché actuel (2020AN-25), le titulaire assure ses prestations d'exploitation et de maintenance jusqu'au 31 octobre 2025 inclus. Le titulaire du présent accord-cadre prend le relais à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2025.

Le titulaire du présent accord-cadre bénéficie d'une période de recouvrement qui débutera le 1<sup>er</sup> octobre 2025 ou à la date de notification du l'accord-cadre si celle-ci intervenait ultérieurement. Pour le cas -probable- où la notification interviendrait avant le mois d'octobre 2025, une réunion de lancement serait organisée avant le démarrage de la période de recouvrement.

Le responsable du titulaire est tenu d'être présent pendant la période de recouvrement débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2025, et est invité à faire venir sur site les personnels amenés à intervenir régulièrement sur des exploitations ou assistances techniques à l'issue de la période de recouvrement. Il doit s'informer des éléments techniques nécessaires à la bonne conduite des prestations à sa charge à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025. Cette étape de « passage de témoin » est déterminante pour l'intégration du nouveau titulaire au sein de l'Assemblée nationale et pour sa prise en main des installations ; ceci tout particulièrement pour la régie centrale de production, la régie vidéo de l'Hémicycle, le nodal et les prestations en salle 6242.

Durant cette période, le titulaire du marché actuel informe le futur titulaire de ses pratiques de prestations et du contenu des programmes. Il lui facilite l'accès à l'ensemble de la documentation technique relative aux installations audiovisuelles et à tous les locaux où il exerce habituellement. Il lui transmet également l'ensemble des procédures d'exploitation et, le cas échéant, de maintenance. Le département audiovisuel de l'Assemblée nationale assure au cours de cette période la coordination et le contrôle des prestations.

Le titulaire est informé qu'il sera également tenu d'assurer une période de recouvrement en fin d'accord-cadre. Il sera tenu de respecter les mêmes obligations que celles décrites à l'alinéa précédent.

### 2 - FORMATIONS

Afin de faciliter l'adaptation des personnels du titulaire aux systèmes installés au nodal et en régie vidéo de l'Hémicycle, au sein de la RCP et pour les prestations de la salle 6242, l'Assemblée nationale organisera, en lien avec l'actuel titulaire du marché, dès le début de l'accord-cadre, des formations spécifiques pour les profils d'opérateur nodal, de superviseur RCP et de technicien multimédia salle 6242 requérant des compétences de maintenance, dans les conditions décrites aux 2.3, 10.3 et 12.3 de la partie III du présent CCTP.

Ces formations feront l'objet de commandes (voir BPU) et devront être achevées pour l'ensemble des personnes concernées avant la fin de la période de recouvrement. Elles pourront être purement théoriques, mais comporter également tout ou partie de formation pratique.

A titre d'information, ces formations seront centrées sur les éléments-clé des systèmes et leurs procédures d'exploitation, en particulier sur les différents modes de secours et l'identification et la résolution de pannes simples en exploitation.

Les diverses modalités (programmes, calendrier, horaires, etc.) sont définies lors de la réunion de lancement avec le titulaire du présent accord-cadre.

L'Assemblée nationale se réserve le droit d'annuler ou de réviser tout ou partie des modalités définissant cette formation en fonction de l'évolution technique des systèmes mis en place, de problèmes majeurs techniques pouvant subvenir, de la composition inadaptée ou de l'indisponibilité des équipes du titulaire, de la formation préalable de l'équipe du titulaire aux systèmes en place, de l'activité parlementaire, etc.

Ces formations spécifiques ne sauraient toutefois dispenser le titulaire de former lui-même et en tant que de besoin ses personnels, de les faire venir sur site pour observer et échanger avec l'actuel titulaire, sur l'ensemble des prestations décrites aux II et III du présent CCTP, pendant la période de recouvrement, mais également tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

## **ANNEXES AU CCTP**

**Annexe 1 : plan de l'infrastructure audiovisuelle de l'Assemblée nationale.**

**Annexe 2 : liste (non exhaustive) des équipements audiovisuels de l'Assemblée nationale.**

**Annexe 3 : modes d'opération des salles techniques.**

**Annexe 4 : plannings types d'exploitation.**